

Économie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage

CNE

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
VIANDE**

Année 2015
Perspectives 2016
n° 464
18 €



2015 : bousculée par les aléas.
2016 : dépendante du secteur laitier.

GROS BOVINS

Sous la pression des réformes laitières

BROUTARDS Envolée de la demande turque avant la réapparition de la FCO.

VEAUX DE BOUCHERIE

Un été difficile et des poids de carcasses record

RESULTATS DES EXPLOITATIONS

Des revenus à la traîne qui ne bénéficient pas encore de la détente des charges



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Les Dossiers Économie de l'Élevage traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes ; de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage ; de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : BUCZINSKI Baptiste, CHAMPION Fabien, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, GROSHENS Eva, MADRANGE Pauline, MILET Germain, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoit, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MISCHLER Pierre, SARZEAUD Patrick, TRESCH Philippe, ainsi que pour le chapitre 6 : PAROIS AURELIE (CRAB) et GALISSON Bertrand (CA 49).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne serait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AIME Michel (CA 33), AMIOTTE Clarisse (CA 23), AYMARD Laurent (CA 24), BARIJOU Marie-Line (CA 87), BARRÉ Raymond (CA 29), BALME Jean Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BAYARD Nathalie (CA 88), BECHET Emmanuel (CA 44), BELLET Lauranne (CA 05), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BONIN Catherine (ALYSE – CA 89), BONNET Henri (CA 11), BOUET Jacques-Martial (CA 85), de BOURAYNE Louis-Marie (CA 18), BOURGE Christian (CA 58), BOYER Florian (CA 54), CADET Sophie (CA 38), CARTOUX Patrick (CA 61), CHEVALIER Jean-Pierre (CA 26), CORBEILLE Guy (CA 59-62), CROCHET Sonia (CA 47), DELARUE Estelle (CA 15), DELTOR Thierry (CA 64), DESNE Faustine (ALYSE 10), DEUX Nicolas (CA 03), DEVILLE Arnaud (CA 55), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50), DUMET Benoît (CA 88), ELLUIN Gwendoline (CA 72), ENEE Sylvie (CA 16), FALENTIN Etienne

(CA 02), GALISSON Bertrand (CA 49), GEHIN Perrine (CA 14), GILLIER Christophe (CA 01), GONZALEZ Beñat (CA 64), GUY Frédéric (CA 35), GUIBERT Romain (CA 53), GUILLAUME Alain (CA 56), HALTER Philippe (CA 43), JACQUEMIN Lionel (CA 05), LAFAYE Daniel (CA 03), LAFFAY Régis (CA 27), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMY Marc (CA 57), LAPORTE Olivier (CA 48), LECREUX Pascal, LEMAIRE Karine (CA 60), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MARTIN Pascale (CA 65), MATHIEU Guillaume (CA 19), MAUGUE Bruno (CA 63), MAZIERES Céline (CA 37), MIS Jean-Bernard (CA 81), MURAT Claudine (CA 12), MURON Guy (CA 42), OFFREDO Thierry (CA 22), PAGES Lucien (CRALR), PECHUZAL Yannick (CA 15), PLATEL Daniel (CA 80), SAINTAVIT Marion (CA 82), SAGET Gilles (CA 52), VALANCE Sophie (CA 85), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), VOILQUE Gwendoline (CARA), WACHET Céline (CA 86), WEBER Michel (CA 12).

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maignet - Marie-Catherine Leclerc

Crédits photos : ©Credit Photo Marion Benoit_Institut de l'Élevage - ©Chanteperrdrix Magdélina/Institut de l'Élevage -

©Credit Photo_Fotolia_Laurent Davaine - ©Farrié JP/Institut de l'Élevage - ©Georges Humbert/Interbev - ©Leclerc Marie-Catherine/Institut de l'Élevage -

©Crédit Pixel&Création_Fotolia - ©Toillon Sylvie_Inra - ©Alain Wacquier_Fotolia_57653557_M - ©Credit Photo_Jean Weber_Inra -

©Credit Photo_Willmetts_Fotolia - ©Droits réservés Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0016501004

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

2015, bousculée par les aléas 2016, dépendante du secteur laitier

« A la croisée des chemins » : c'était le titre du Dossier annuel viande bovine il y a un an. Le bon n'a pas encore été trouvé pour redonner l'espoir à la filière ! Le 1^{er} semestre avait pourtant porté de bonnes nouvelles : vive demande turque bénéficiant au marché des brouards, consommation très dynamique en Allemagne tirant le prix des réformes... Malheureusement cette embellie se retournait au début de l'été : quasi arrêt des importations grecques, et surtout sécheresse qui a durement affecté les 2/3 orientaux du territoire.

La mobilisation professionnelle estivale, et le plan de soutien à l'élevage qui en a découlé, n'ont pas suffi pour retourner la tendance de fond à la stagnation des revenus des exploitations, bien souvent insuffisants pour investir dans l'avenir. Evidemment, la réapparition de la FCO à partir de la mi-septembre et la fermeture du marché turc, puis l'afflux de réformes laitières durant tout l'automne ont pesé sur les marchés du brouard et des femelles.

En UE, la fracture se creuse encore entre les pays du Nord et du Sud. Dans la moitié septentrionale, la consommation est plutôt dynamique, tout particulièrement en Allemagne. A l'inverse, la déprime de la demande prévaut toujours en Grèce et en Italie. La publication du rapport de l'OMS sur les liens entre consommation de viandes rouges et cancer a ajouté une crise de confiance aux effets des politiques d'austérité. Et la concurrence de la Pologne, qui se spécialise en engraissement de taurillons laitiers, se fait plus vive sur tous les marchés.

Pour 2016, la production française est attendue en hausse, principalement en réformes laitières, car le marché des produits laitiers paraît durablement plombé. Cette crise laitière aura des impacts partout en UE : la production européenne de viande bovine devrait encore augmenter de 2%, après la hausse de 3% en 2015. Heureusement, les charges seront en baisse, côté énergie, mais aussi aliments du bétail, car la crise des matières premières est générale dans le sillage des bas prix du pétrole. Le salut pourrait venir des marchés qui ont mieux résisté à la crise économique : l'export vers l'Europe du Nord, mais aussi le haché dont l'origine allaitante doit être source de valeur ajoutée plutôt que de surcoûts.

Plus que jamais, il s'agit de définir ensemble les systèmes de production durables et rentables où investir, pour permettre aux éleveurs de bien vivre, pour résister aux aléas qui se multiplient, mais aussi pour répondre aux attentes des consommateurs qui évoluent rapidement.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

20/ LE MARCHÉ DES BROUARDS EN FRANCE

Exportations, prix, concurrence irlandaise

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
 - naisseurs extensifs
 - naisseurs intensifs
 - naisseurs engraisseurs de jeunes bovins intensifs
 - naisseurs engraisseurs de veaux de lait sous la mère
- Exploitations diversifiées
 - grandes cultures et naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins
 - grandes cultures et engrailleurs de jeunes bovins

34/ LE MARCHÉ DES VEAUX DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations
- Les revenus des ateliers en Bretagne et Pays de la Loire

40/ LES PRÉVISIONS 2016

Production, consommation, importations, exportations pour la France et l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

JANVIER

LES ÉTATS-UNIS LÈVENT L'EMBARGO ESB IMPOSÉ À L'IRLANDE

REDÉMARRAGE DE L'ABATTAGE RITUEL EN POLOGNE, SUITE AU JUGEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE POLONAISE

FÉVRIER



MARS

SURSAUT DES ABATTAGES. La hausse de la production française en mars (+10% /2014) a un faible impact immédiat sur les cours, mais fragilise les équilibres de marché les mois suivants.

Recalage des naissances dans le cheptel allaitant

Les naissances avaient été retardées en 2014 en raison de l'épisode de Schmalleberg qui avait affecté la fertilité des taureaux en 2013.



Forte hausse des cours allemands

Le manque de viande pour haché et la demande allemande solide tirent les prix à la hausse outre-Rhin.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} mars, le prix allemand de la vache O grimpe de 50 centimes, soit une hausse de plus de 20% en l'espace de deux mois !

Nette baisse de la consommation

Rat taupier (ou campagnol)

Double peine pour les éleveurs des zones d'altitude du Massif central : en plus de la sécheresse, la pullulation des campagnols a rendu toute récolte quasi-impossible dans certains secteurs. Le rendement des prairies chute jusqu'à 80%, certaines prairies sont couvertes de taupinières.



AVRIL

LES COURS EUROPÉENS DES VACHES DE RÉFORME DÉPASSENT LES COURS FRANÇAIS

MAI

FIN PRÉCOCE DE LA BAISSÉ SAISONNIÈRE DES COURS DES JB.
Le marché français s'allège grâce à un léger repli de la production et une demande allemande dynamique.

JUIN

LA RUSSIE PROLONGE SON EMBARGO JUSQU'À JUIN 2016

Exportations croissantes de broustards vers la Turquie

Les expéditions de broustards vers la Turquie ont progressé à partir de l'ouverture du marché en novembre, pour atteindre 39 000 têtes sur le premier semestre puis 40 000 animaux sur les seuls mois de juillet, août et septembre. Ces flux ont représenté une bouffée d'oxygène pour une partie des éleveurs, qui pouvaient commercialiser leurs broustards de moins de 300 kg plus tôt que d'habitude, avec un prix attractif (dépassant les 3 euros/kg vif). Ces ventes ont permis d'améliorer la gestion des stocks fourragers dans les zones où la sécheresse a sévi.



Les volumes de viande bovine fraîche achetés par les ménages ont nettement reculé de février à mai (-4% /2014).

En outre, la structure des achats a poursuivi sa mutation en 2015 : toujours plus de haché (+5% /2014) et toujours moins de piécé (-3%).



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

Forte variabilité des rendements de maïs ensilage

Rendement record dans l'Ouest, mais en chute dans les zones touchées par la sécheresse (jusqu'à -25% dans l'Est de la France), nécessitant l'utilisation de paille et l'achat de concentrés pour nourrir les animaux...



JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

PIC DE PRIX DANS LES ILES BRITANNIQUES

FORTE CHUTE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA GRÈCE

SÉCHERESSE RECORD EN POLOGNE, QUI ENCOURAGE LA DÉCAPITALISATION

CHUTE DES COURS DU VEAU.

La cotation du veau de boucherie O rosé clair tombe à son point le plus bas depuis 2010.

TIMIDE RÉOUVERTURE DU MARCHÉ TURC AUX IMPORTATIONS DE VIANDE.

Le gouvernement turc lance d'importants appels d'offre, mais les volumes effectivement envoyés restent faibles.



Sécheresse

Elle a impacté les bassins Limousin, Charolais, Sud Massif-Central (Rhône-Alpes compris), Est de la Normandie et Est de la France.

Une complémentation en foin et en paille a été nécessaire pour les vaches au pâturage, et en concentrés pour les veaux.

La baisse des stocks de fourrages a pu aller de 30 à 70% dans les zones concernées.

La réalisation de dérobées a toutefois permis à certains éleveurs de minimiser les pertes. Des aides « sécheresse » ont été débloquées par les Conseils régionaux dans les régions les plus touchées.



Mobilisation générale des éleveurs et plan de soutien à l'élevage

Les éleveurs manifestent partout en France pour dénoncer la non-tenue des engagements pris lors des tables rondes de juin.

Le plan de soutien à l'élevage annoncé par le Gouvernement le 22 juillet et complété le 3 septembre inclut un ensemble de mesures conjoncturelles (allègement de charges, reports d'annuités d'emprunt...) et structurelles (contractualisation, promotion à l'export, investissements...).





Hiver doux

La saison de pâturage se prolonge, repoussant l'utilisation des stocks de paille et de fourrages récoltés.

OCTOBRE

LEVÉE DE L'EMBARGO SAOUDIEN SUR LA VIANDE FRANÇAISE.

34 entreprises françaises peuvent exporter de la viande issue de bovins de moins de 30 mois vers l'Arabie Saoudite.

NOVEMBRE

ETUDE DE L'OMS faisant le lien entre viandes et cancer. L'étude a des répercussions contractées à travers l'Europe.

DÉCEMBRE

FINALISATION DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE UE-VIETNAM

ALGÉRIE : CHANGEMENT DU MODE DE GESTION DES CONTINGENTS.

Aucun départ de bateau pour livrer les ports algériens le 1^{er} janvier comme les années précédentes.

PLAFONNEMENT DES COURS ITALIENS DES JEUNES BOVINS.

La hausse saisonnière, qui avait démarré très fort en fin d'été, s'épuise en raison d'une demande peu dynamique.

Epizootie de FCO

11 septembre 2015 : un premier foyer est décelé dans l'Allier. Le bassin allaitant a été touché au plus fort des ventes d'automne de broutards.

Les ventes ont été suspendues pendant 45 jours, engendrant des coûts d'élevage supplémentaires (environ 2 €/j/broutard). Ces broutards se retrouveront en concurrence avec les broutards repoussés, normalement commercialisés en début d'hiver, entraînant une chute des prix.

Pousse de l'herbe à l'automne : une diversité de situations

Excellente arrière-saison qui a permis une reconstitution de stocks fourragers (avec notamment de l'enrubannage). En revanche, peu de repousse en zone de montagne, rendant le pâturage difficile.

PAC : second versement d'avances de trésorerie

Les modalités de la nouvelle PAC ont peiné à se mettre en place dans la très grande majorité des États membres.

Les versements des aides prévues en décembre n'ont pu avoir lieu comme chaque année. En France, le total des deux avances de trésorerie représente pour chaque agriculteur 90% des montants d'aides PAC versées en 2014.



2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE



Sous la pression des réformes laitières

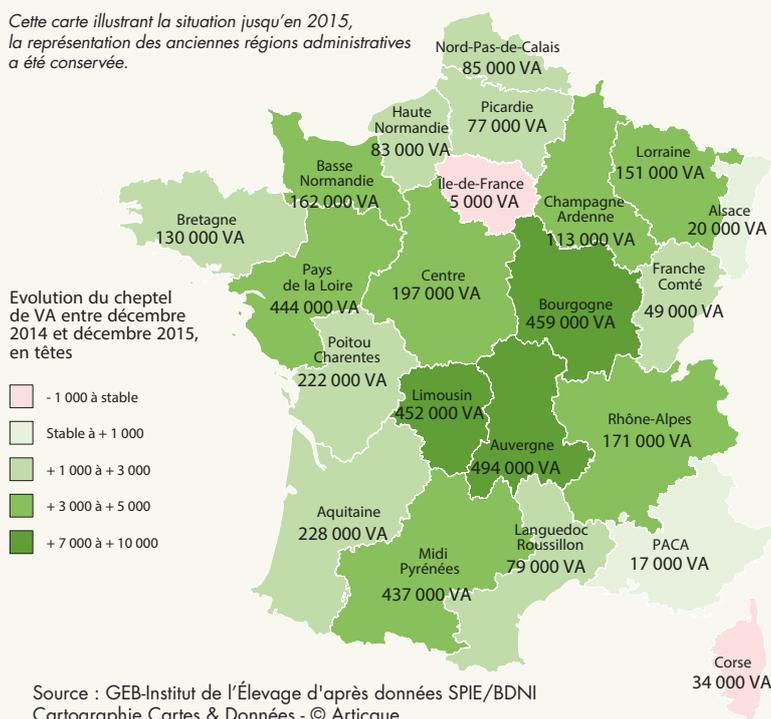
La décapitalisation laitière a conduit à une nouvelle hausse de la production de gros bovins en 2015 (+3%/2014). La demande française est restée morose et la descente en gamme des achats des ménages s'est poursuivie. Les prix des vaches ont donc été sous pression, malgré la baisse significative des volumes importés et le faible niveau des réformes allaitantes. La demande allemande a stabilisé le marché du jeune bovin, confronté à une forte baisse des flux vers l'Europe du Sud.

CHEPTEL 2015

VACHES ALLAITANTES

Au 1^{er} décembre 2015, le cheptel de vaches allaitantes affichait une progression de +1,5% sur un an, soit +62 000 têtes.

Cette carte illustrant la situation jusqu'en 2015, la représentation des anciennes régions administratives a été conservée.



4,11 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2015.

Poursuite de la recapitalisation allaitante

Le cheptel français de vaches allaitantes a clôturé 2015 en hausse pour la seconde année consécutive. Les disponibilités herbagères ont en effet permis d'accroître le chargement des pâturages jusqu'en décembre, malgré la sécheresse estivale aigüe qui a affecté l'Est et le grand bassin allaitant l'été dernier. En outre, de nombreux éleveurs ont choisi d'agrandir leur troupeau dans l'attente des arbitrages sur les modes de calcul de l'ABA (Aide aux bovins allaitants). Enfin, face à la baisse de la demande, l'allongement des délais d'attente avant l'abattage a retardé les réformes.

Hausse des effectifs partout en France

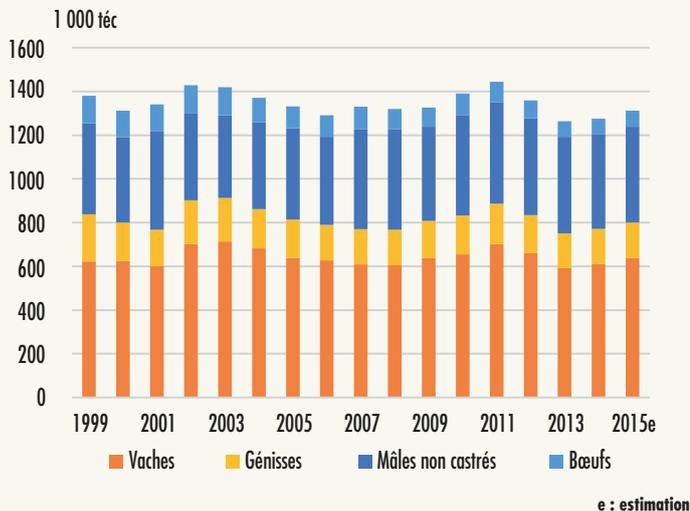
La quasi-totalité des régions françaises a connu une progression de son cheptel de vaches nourrices en 2015. La hausse des effectifs a été particulièrement vive dans les régions traditionnelles d'élevage allaitant. Pour la seconde année consécutive, le bassin allaitant se renforce nettement. En 2 ans, l'Auvergne, la Bourgogne et le Limousin ont gagné 38 000 vaches, soit 37% de la hausse à l'échelle nationale.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après données SPIE/BDNI
Cartographie Cartes & Données - © Artique

PRODUCTION 2015

GROS BOVINS FINIS

La reprise de la production française de gros bovins finis s'est confirmée en 2015.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

+3%

C'est la hausse de la production française de gros bovins finis (abattages corrigés du commerce extérieur en vif fini) entre 2014 et 2015.

En 2015, la production française de gros bovins finis a regagné 36 000 téc par rapport à 2014, soit 20% de ce qu'elle avait perdu entre 2011 et 2013.

Après 2 années de capitalisation du cheptel laitier, le retournement de la conjoncture laitière a amorcé, à partir de septembre 2014, une reprise pour la production française de viande bovine. Elle s'est poursuivie en 2015.

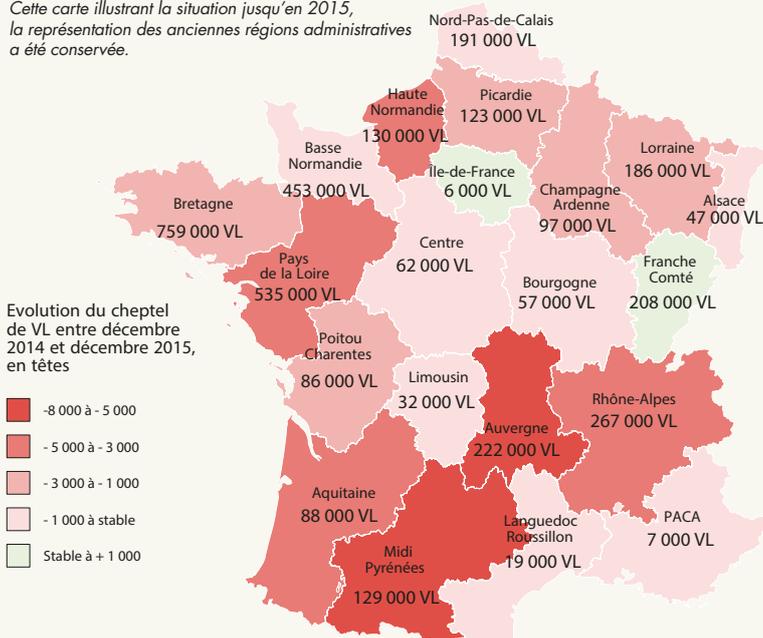
En 2015, l'essentiel de la hausse est ainsi à mettre sur le compte des vaches, dont la production a progressé de 28 000 téc (ou +5% /2014). La production de génisses a augmenté de 1 000 téc (+1%), celle de taurillons et taureaux de 5 000 téc (+1%) et celle de bœufs de 3 000 téc (+4%).

La hausse du poids moyen des carcasses, de 2,9 kg d'un an sur l'autre pour l'ensemble des gros bovins (soit +0,8%), explique une partie de la hausse.

VACHES LAITIÈRES

Le cheptel français de vaches laitières est reparti à la baisse à partir d'avril. Le repli des effectifs s'est progressivement accentué jusqu'à l'automne (-1,1% /2015).

Cette carte illustrant la situation jusqu'en 2015, la représentation des anciennes régions administratives a été conservée.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après données SPIE/BDNI
Cartographie Cartes & Données - © Artique

3,70 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2015.

Baisse des effectifs de vaches

Face à une conjoncture dégradée depuis le printemps 2014, les abattages de vaches laitières se sont nettement accélérés en 2015, entraînant le cheptel à la baisse. Le renflouement progressif du stock de génisses de renouvellement a toutefois partiellement compensé la hausse des réformes laitières à partir d'octobre.

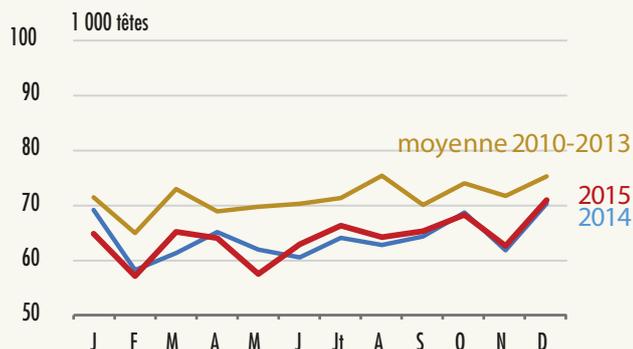
Le croissant laitier moins dynamique qu'en 2014

La baisse de cheptel a touché quasiment toutes les régions françaises. Contrairement à 2013 et 2014, l'année 2015 a été marquée par un recul des effectifs dans le croissant laitier, du grand Ouest à la Lorraine. Seule exception à la règle : la Franche-Comté, où la croissance des effectifs s'est toutefois tassée. Par ailleurs, la région Bretagne accuse une baisse limitée comparativement à ses effectifs (-0,2% /2014). La déprise laitière s'est encore accentuée dans les régions du Sud-Ouest : Midi-Pyrénées et Aquitaine ont perdu près de 4% de leurs effectifs en un an. Il en a été de même pour l'Auvergne.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2015

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES ALLAITANTES

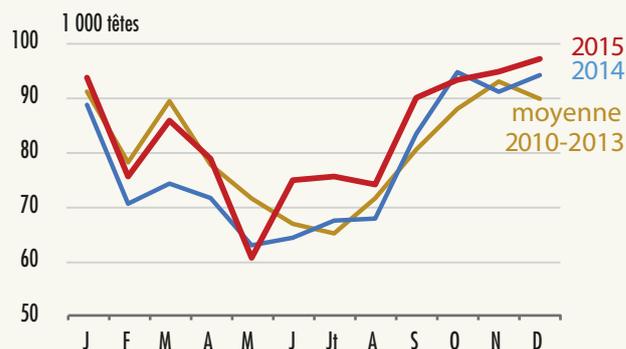


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

Depuis 2013, les réformes allaitantes restent à l'étiage. Ainsi, en 2015, les abattages de vaches de type viande n'ont pas dépassé ceux de 2014 malgré un cheptel étoffé.

Toujours dans l'incertitude quant aux modalités d'attribution de la nouvelle Aide aux Bovins Allaitants (ABA), les éleveurs ont préféré garder leurs vaches. Les bonnes conditions fourragères de l'automne ont également ralenti les sorties, d'autant que le marché atone des réformes allaitantes, entre baisse de consommation et concurrence des nombreuses réformes laitières, ne stimulait pas la demande des industriels.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

Après une hausse de 6% en 2014, les réformes laitières ont de nouveau progressé en 2015 (+7%). En hausse jusqu'en début d'année, le cheptel laitier a reculé à partir d'avril.

Le retournement de la conjoncture laitière a stoppé le mouvement de capitalisation entamé fin 2012. À partir de l'automne 2014, les réformes laitières ont donc été plus nombreuses sur le marché. Les abattages de vaches ont été d'autant plus dynamiques que de nombreuses génisses, issues de la capitalisation passée, étaient disponibles. Les éleveurs laitiers, qui avaient reporté des réformes les années précédentes, ont ainsi pu rajeunir leur cheptel.

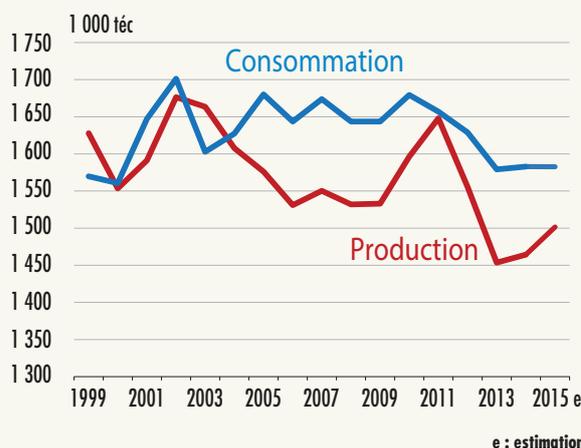
CONSOMMATION 2015

La consommation française de viande bovine calculée par bilan serait restée inchangée en 2015, en dépit de la progression de la production.

La hausse des disponibilités en réformes laitières réduit les besoins en viande importée, sur un marché intérieur moins attractif pour les principaux fournisseurs. De plus, le rebond des exportations vers l'Allemagne a permis de commercialiser des volumes supplémentaires de viande de taurillons hors de France.

Ainsi, la lente réorientation de la viande de jeunes bovins vers le marché intérieur observée en 2013 et 2014 a été stoppée en 2015. Par ailleurs, la hausse de la production française de femelles laitières a permis de satisfaire une demande croissante en viande hachée.

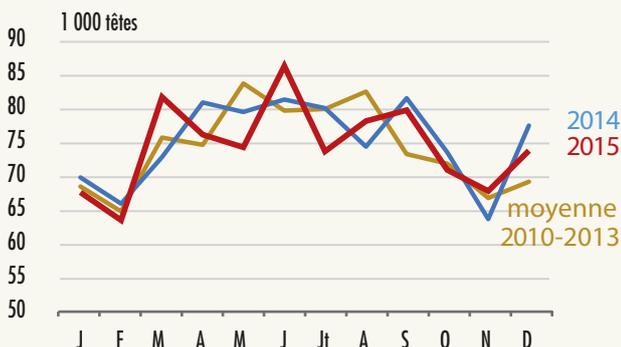
PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



e : estimation

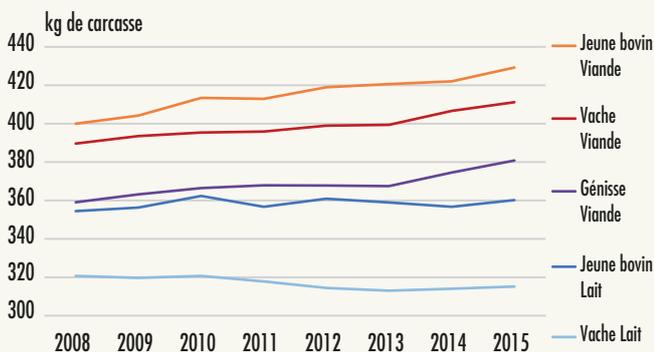
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

POIDS MOYENS DES CARCASSES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Le nombre de taurillons abattus en France a diminué de 1% en 2015. La baisse des abattages de taurillons de type viande (-2% /2014) n'a été que partiellement compensée par une hausse en taurillons laitiers (+2%). Les poids carcasse de chaque catégorie ont progressé, ce qui explique la progression globale en tonnage.

Cette moyenne cache les nombreux soubresauts de la demande du marché. Par exemple, la forte réduction des abattages en juillet est à imputer aux difficultés rencontrées sur le marché grec qui ont décalé les sorties de quelques semaines.

De plus, les exportations de JB finis auraient totalisé 46 000 têtes en 2015 selon nos estimations (+6 000 têtes /2014), soit 5% de la production. En somme la production française de jeunes bovins finis a été stable sur l'année, à 1,004 million de têtes.

La hausse des poids moyens de chaque catégorie explique la hausse de 1% du tonnage produit en taureaux et taurillons.

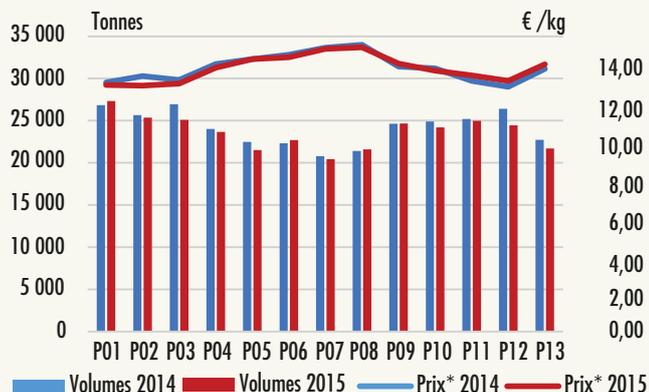
Les abattages de bœufs ont progressé de 4% en 2015.

Seuls les abattages de bœufs laitiers sont en hausse. Mais ils représentent les deux tiers des effectifs produits. Les éleveurs laitiers qui ont réduit ou arrêté l'élevage de vaches allaitantes pour se concentrer sur le lait retrouvent une certaine logique à produire des bœufs qui valorisent les parcelles éloignées ou morcelées.

Le nombre de génisses abattues s'est réduit de 1%.

C'est une des conséquences de la recapitalisation allaitante, les éleveurs réduisant la production de génisses de boucherie pour faire vèler des primipares. En volume, la production de génisses a toutefois augmenté (+1%) en raison de l'alourdissement significatif des carcasses.

ACHATS DE VIANDE FRAÎCHE DE GROS BOVINS PAR LES MÉNAGES



*Attention : il s'agit du prix moyen des viandes achetées. L'évolution tient compte de la descente en gamme des achats en 2015 (plus de haché et moins de piécé).

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Les achats de viande de gros bovins fraîche par les ménages mesurés par Kantar ont été nettement orientés à la baisse toute l'année, à l'exception des mois d'été. En cumul sur 2015, ils sont en repli de 2%.

La substitution des viandes piécées par le haché s'est poursuivie : les achats de haché réfrigéré ont nettement progressé (+5% /2014), alors que ceux de piécé ont reculé (-3%). Les achats de bœuf surgelé, essentiellement haché, ont entamé un reflux à partir du printemps : en moyenne sur l'année, ils reculent de 2%. En frais comme en surgelé, les prix sont globalement stables d'un an sur l'autre.

La baisse des achats de viande de gros bovins s'inscrit dans un contexte défavorable pour l'ensemble des viandes fraîches selon Kantar: -1% pour la volaille, -3% pour le porc, -5% pour le veau et -8% pour l'agneau.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

-2%

C'est la baisse du PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins entre 2014 et 2015.

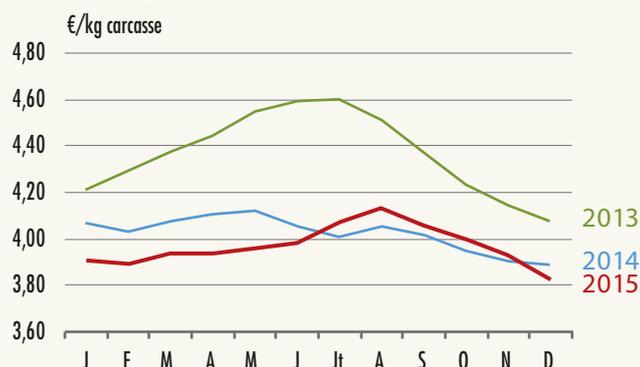
PRIX 2015

Le prix moyen des gros bovins a chuté pour la seconde année consécutive, toujours sous la pression d'un déséquilibre offre demande.

La hausse de la demande dans plusieurs pays d'Europe du Nord et la dépréciation de l'euro par rapport à la livre sterling ont contribué à alléger la pression exercée par les viandes d'importation sur le marché français. Toutefois, la hausse de la production intérieure et le repli de la consommation de viandes piécées dans l'Hexagone ont pesé sur les cours des femelles françaises. Par ailleurs, les prix des taurillons de races à viande sont restés tributaires de la demande morose des marchés italien et grec, en particulier pendant l'été. Seules les cotations des jeunes bovins laitiers affichent des hausses en 2015, grâce à un débouché allemand particulièrement dynamique.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

La hausse du cours des vaches allaitantes durant l'été n'a pas compensé les baisses intervenues lors du 1^{er} semestre et en fin d'année. En moyenne sur 2015, le prix de la vache R ne dépasse pas 3,97 €/kg de carcasse (-1% /2014).



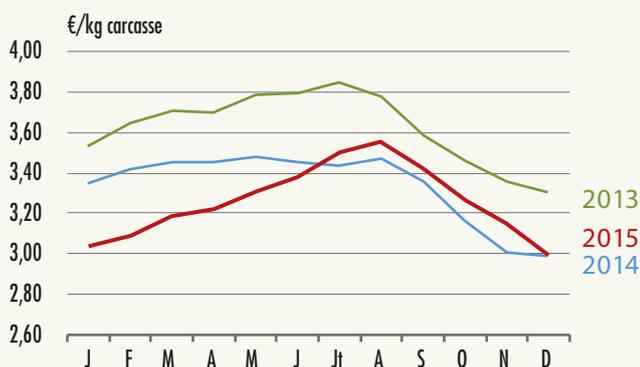
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La baisse de la consommation française de viande piécée a maintenu une forte pression sur le cours de la vache R tout au long de l'année, malgré la baisse des disponibilités.

Un modeste rebond de la consommation de grillades et la mobilisation de la filière ont fait repasser les cours au-dessus de leurs niveaux de 2014 durant l'été. Ainsi, après un 1^{er} semestre au plus bas (-3% /2014), le cours français de la vache R s'est maintenu légèrement au-dessus de sa valeur de 2014 au 2nd semestre (+1%). Il clôtura toutefois 2015 en baisse (-2%), en raison d'une consommation particulièrement affaiblie à partir de novembre.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

Affectée par la hausse de la production européenne et française, la cotation moyenne annuelle de la vache O française a plafonné à 3,25 €/kg de carcasse en 2015 (-2% /2014).



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Dans un contexte européen instable, les variations saisonnières du cours français de la vache O se sont amplifiées.

Le manque de viande pour haché en Europe, tout particulièrement en Allemagne, a fait rebondir les cours français au 1^{er} semestre. Toutefois, face à l'encombrement du marché français comme européen, les cours ont dévissé à partir de la mi-août. La chute s'est même amplifiée en fin d'année en raison de disponibilités abondantes et du ralentissement de la consommation en France et dans l'UE, pour partie imputable au rapport de l'OMS suggérant un lien entre cancer et consommation de viande rouge.

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015/ 2014	2015/ 2005
JB	U	3,04	2,49	3,05	3,06	2,96	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	-1%	+24%
	R	2,84	2,33	2,75	2,73	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	-1%	+24%
	O	2,51	2,13	2,33	2,38	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	+1%	+20%
VACHES	R	2,95	2,74	2,51	2,73	2,99	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	-1%	+24%
	O	2,46	2,00	2,11	2,21	2,47	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	-2%	+21%
	P	2,19	1,75	1,87	1,94	2,23	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	-2%	+18%
BŒUFS	R	3,01	2,90	2,62	2,72	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	-1%	+21%
GENISSES	R	3,23	3,03	2,63	2,86	3,16	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	-2%	+22%
PMP*		2,80	2,45	2,47	2,58	2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	-2%	+22%
Inflation**		102,2	103,9	105,9	108,1	110,4	112,4	114,2	115,9	119,2	119,3	121,1	123,7	126,1	127,2	127,9	127,9	=	+14%

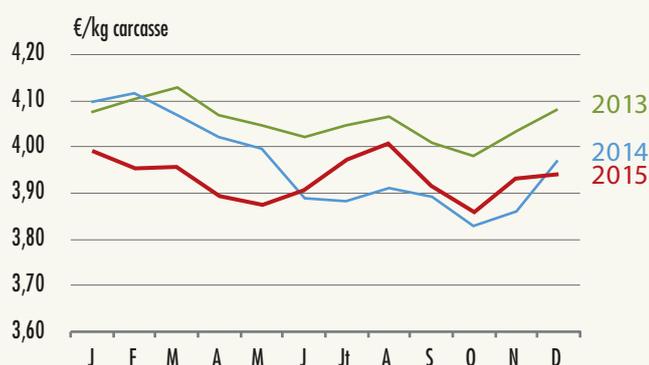
* Prix moyen pondéré des gros bovins

**Indice des prix à la consommation, base 100 en 1998

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

Le cours français du JB U est resté sous la pression de débouchés moroses en 2015. En moyenne sur l'année, il atteint 3,93 €/kg de carcasse (-1% /2014).



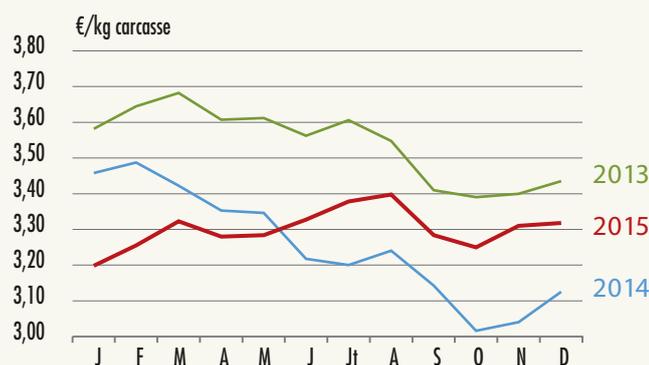
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

L'année 2015 a été mouvementée pour le marché des JB de type viande.

La baisse saisonnière des prix a été interrompue dès mai sous l'effet du repli des disponibilités françaises. Le rebond des cours a perduré jusqu'en août, malgré la quasi-fermeture du marché grec en juillet-août et un commerce difficile avec l'Italie : ces difficultés se sont en effet plutôt traduites par une baisse des volumes commandés par les abattoirs davantage que par une baisse des cours. Toutefois, le maintien d'importants stocks en ferme a par la suite fait chuter les prix. La hausse saisonnière des cours en fin d'année a été très modeste du fait d'une vive concurrence sur le marché italien, en particulier de la viande polonaise.

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS O

Stimulé par une demande allemande dynamique, le prix moyen du JB O a progressé de +1% en 2015, à 3,30 €/kg de carcasse.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les besoins du marché allemand ont rythmé les évolutions du prix français du JB O tout au long de l'année.

A contre-courant de la saisonnalité habituelle, les cours des JB laitiers dans l'Hexagone ont progressé au 1^{er} semestre, d'abord en raison de la progression du prix des vaches laitières, puis du repli des disponibilités françaises au printemps. Le prix du JB O a toutefois plongé à partir de mi-août, sous la pression d'un marché français encombré pour toutes les catégories d'animaux et d'une demande peu dynamique en Allemagne, après des ventes estivales de grillades décevantes. Il est reparti à la hausse à partir d'octobre, tiré par le redémarrage de la demande outre-Rhin.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

IMPORTATION ET EXPORTATION 2015

+21%

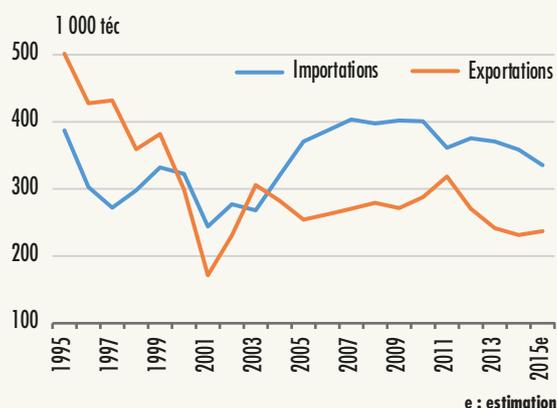
C'est la hausse des exportations françaises de viandes bovines fraîches et congelées vers l'Allemagne en 2015.

L'encombrement du marché français a maintenu tout au long de l'année une pression sur les prix intérieurs des femelles : le cours français de la vache O a été rattrapé par les cotations britanniques et irlandaises, et même par les prix allemands au printemps, limitant l'intérêt des importations.

Parallèlement, la progression des cours des taurillons outre-Rhin, alors même que les cotations restaient atones dans l'Hexagone, a stimulé les exportations françaises vers l'Allemagne. A l'inverse, le différentiel de prix avec les JB engraisés dans la plaine du Pô n'a pas permis de soutenir les envois vers l'Italie. En effet, les viandes françaises peinent à y conserver leur place face à la concurrence *low-cost* d'une part et à la préférence croissante des consommateurs aisés pour les viandes d'origine nationale d'autre part.

Enfin, la dépréciation de l'euro a favorisé les exportations vers les pays tiers. Ces dernières restent toutefois limitées : les expéditions de viandes au-delà des frontières de l'UE n'ont pas dépassé 17 000 téc et étaient constituées à 60% de préparations à bas prix.

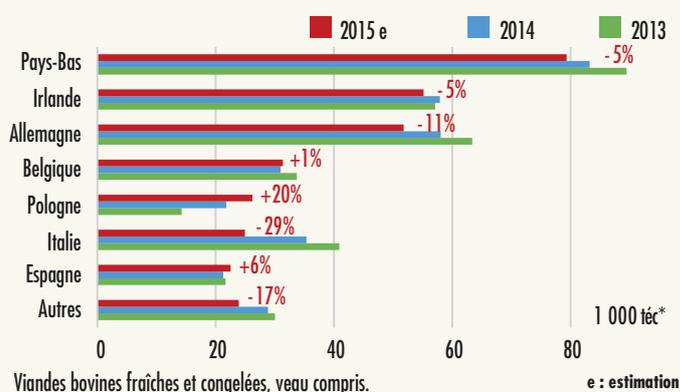
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Malgré la hausse des disponibilités européennes, les importations françaises de viandes bovines se sont rétractées en 2015 (-7%) face à la progression de la production intérieure de viande de vaches et au plafonnement de la consommation.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Baisse des importations en provenance d'Europe du Nord

Malgré la baisse du prix du lait, les éleveurs laitiers du Nord de l'UE ont limité les réformes en 2015. En effet, ils ont saturé leur capacité de logement afin de tirer parti de la suppression des quotas. En outre, la consommation de viande est restée dynamique dans cette région, limitant les disponibilités à l'export. Les importations françaises de viandes bovines fraîches et congelées ont donc reculé en provenance de tous les pays du Nord, en particulier ses trois principaux fournisseurs : les Pays-Bas (-5%/2014), l'Irlande (-5%) et l'Allemagne (-11%).

Le manque de disponibilités outre-Rhin s'est ressenti dans les tarifs des viandes importées. A 4,75 €/kg de carcasse, le prix moyen des importations françaises de viandes fraîches en provenance d'Allemagne a bondi de 9% en un an !

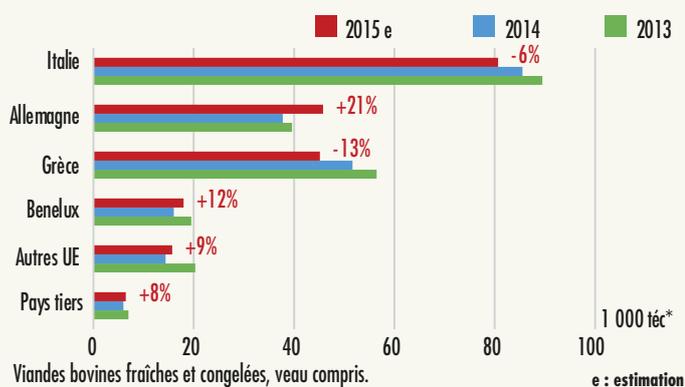
Gains de parts de marché pour la Pologne et l'Espagne

Au Sud et à l'Est de l'UE, la décapitalisation laitière a en revanche battu son plein, offrant des tonnages croissants de viande de vache sur le marché commun. Les abatteurs italiens semblent toutefois avoir privilégié les ventes vers l'Allemagne et les Pays-Bas. Les importations françaises de viande italienne ont nettement reculé (-29%/2014).

A l'inverse, les flux ont progressé de 20% depuis la Pologne et de 6% depuis l'Espagne. La hausse des disponibilités dans ces pays a été telle que les marchés nord-européens n'ont pu absorber tous les excédents. Grâce à des prix très compétitifs (3,50 €/kg de carcasse pour les viandes fraîches, -3%/2014), la Pologne fournit désormais 8% de la viande bovine importée dans l'Hexagone, contre 2% en 2011.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Le manque de viande sur le marché allemand a été salvateur pour les exportations françaises de viande bovine. Celles-ci ont en effet progressé de 3% en 2015 malgré la baisse des envois vers l'Italie et vers la Grèce.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Nouveau repli des envois vers l'Italie

La France a de nouveau perdu des parts sur le marché italien en 2015. Les exportations françaises de viande bovine vers l'Italie ont reculé de 6% au cours de l'année. Le tarif des envois français est resté relativement stable (4,70 €/kg de carcasse pour les viandes fraîches) en dépit de la hausse des prix intérieurs dans la Botte. Les produits français sont en effet menacés par le recul de la demande en viande cœur de gamme issue de races allaitantes et par la préférence des consommateurs fidèles à ce segment pour des viandes d'origine « nationale » (souvent issues de brotards importés). Sur les rayons d'entrée de gamme, les viandes françaises sont de plus en plus exposées à la rude concurrence des viandes importées de Pologne, mais aussi des Pays-Bas, d'Espagne ou des Pays tiers.

Renforcement de la crise grecque

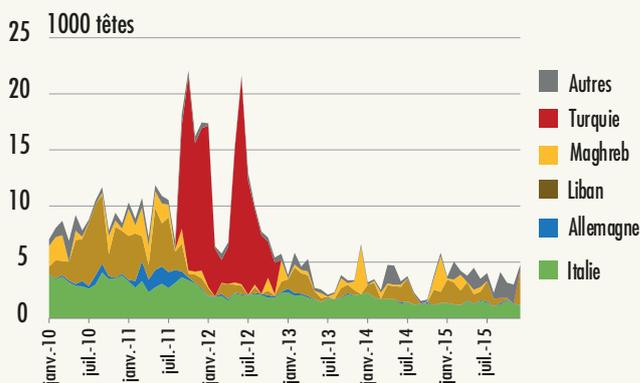
Les exportations françaises vers la Grèce s'étaient stabilisées au 1^{er} semestre, grâce au léger redémarrage économique du pays. Mais la crise de l'été, associée aux mesures transitoires de restrictions des mouvements de capitaux et de relèvement de la TVA sur la viande, a fait lourdement chuter les envois au second semestre (-23% /2014). La France est de plus en plus menacée sur le marché grec par des fournisseurs secondaires : Pologne, et, dans une moindre mesure, Bulgarie et Roumanie.

Rebond des expéditions vers l'Allemagne

La hausse de la demande et la stagnation de la production outre-Rhin ont stimulé les exportations françaises vers l'Allemagne (+21% /2014). Le prix moyen des exportations françaises de viandes fraîches vers l'Allemagne a toutefois plafonné à 4,30 €/kg de carcasse (-1% /2014). L'Allemagne est à présent le deuxième client de la France, devant la Grèce.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE TAURILLONS VIFS FINIS

En baisse vers l'Italie et le Maghreb, les expéditions françaises ont progressé vers la Libye et le Liban. Au total, le nombre de JB finis exportés vifs affiche une légère hausse (+13% à 46 000 têtes) par rapport à une année 2014 au plus bas.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Légère progression des envois vers les pays limitrophes

L'érosion des expéditions de mâles finis vers l'Italie s'est poursuivie pour la 7^e année consécutive : à 16 000 têtes, elles ont reculé de près de 15% sur un an. Toutefois, les exportations totales de taurillons finis vers d'autres destinations en UE étaient en hausse (7 000 têtes, x 2,5 /2014), surtout vers la Belgique (x3 à près de 5 000 têtes). Près de 1 500 animaux ont également été envoyés vers l'Espagne, un pays qui n'absorbait pas plus de 100 mâles finis français par an jusque-là. Ces ventes sont sans doute liées au dynamisme des envois vers pays tiers via le port de Tarragone.

Des situations contrastées en Afrique du Nord

Les envois vers l'Algérie ont été divisés par deux en 2015, à moins de 2 000 têtes. La demande algérienne est restée très limitée tout au long de l'année. Les flux se sont même totalement arrêtés à partir de l'été, en raison de la brusque dépréciation du dinar puis de la FCO. Le traditionnel flux de fin d'année, destiné à abonder le contingent à droits nuls ouvert au 1^{er} janvier, n'a pas eu lieu en raison d'une modification du mode de gestion de ce contingent.

A l'inverse, les expéditions vers la Libye ont doublé, à près de 5 000 têtes. Malgré la situation sécuritaire dégradée du pays, les flux sont restés dynamiques en raison d'un manque criant de viande.

Hausse vers le Liban

Les envois de taurillons finis vers le Liban ont frôlé les 15 000 têtes (+30% /2014). Les exportateurs français ont profité de la hausse de la demande libanaise, mais dans des proportions moindres que leurs principaux concurrents européens : Espagnols et Croates ont multiplié par trois leurs envois vers le Liban !

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE



Renforcement des clivages Nord/Sud

La hausse conjointe de la production et de la consommation européennes (+3% /2014) cache d'importantes disparités à travers l'Europe. C'est au Nord que la consommation s'est montrée la plus dynamique. Face au plafonnement voire à la baisse de la production, les prix y ont nettement progressé. A l'inverse, la demande est restée morose au Sud de l'UE (France comprise) alors même que les abattages ont progressé. Plus à l'Est, la Pologne poursuit sa conquête du marché européen et renoue avec les exports sur pays tiers.



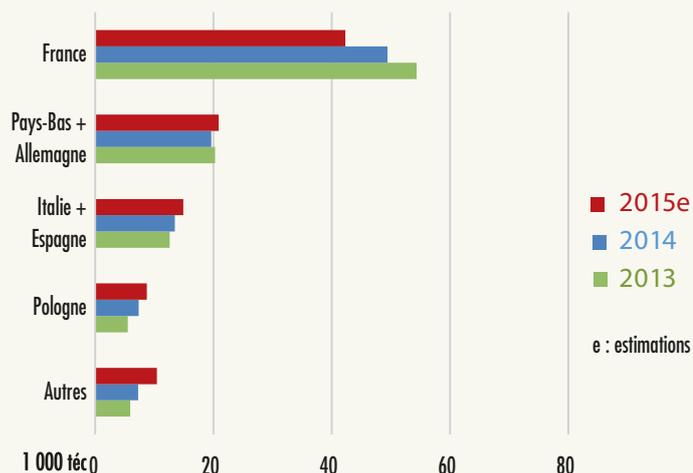
GRÈCE 2015

Après un net redressement en début d'année, les importations grecques de viande bovine se sont effondrées à partir de l'été. La France continue de perdre de parts de marché au profit de fournisseurs secondaires.

Baisse des importations à partir de l'été

Le contexte du début 2015 était plutôt favorable aux importations grecques de viande bovine : la croissance de l'économie était lentement repartie, la fréquentation touristique battait des records, et la production intérieure était au plus bas après plusieurs années de décapitalisation.

IMPORTATIONS GRECQUES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

DONNÉES REPÈRES

- **Consommation : 156 000 téc.**
- **Part des importations dans la consommation : 73%**

Mais le marché a pris un virage en épingle fin juin. Le bras de fer entre le gouvernement grec et ses créanciers s'est notamment matérialisé par un contrôle des capitaux, limitant les virements bancaires à l'étranger et la consommation intérieure pendant une bonne partie de l'été. Les importations de bœuf ont également été impactées par le bref relèvement de la TVA sur la viande bovine de 13 à 23% en juillet, avant que le gouvernement ne rétro-pédale fin août. L'accord sur le plan d'aide à la Grèce et la tenue de législatives anticipées n'ont pas sauvé le pays du marasme : l'économie grecque a replongé dans la récession au 2nd semestre.

Les importations grecques de viande bovine, en hausse au 1^{er} semestre (+8% /2014), se sont repliées lors de la seconde moitié de l'année (-5% /2014). En moyenne sur 2015, elles sont quasiment inchangées par rapport à 2014.

La France perd des parts de marché

La France, qui fournissait encore 51% des importations helléniques de viandes fraîches et réfrigérées en 2014, a vu sa part de marché s'éroder à 44% en 2015. La Grèce a importé 42 000 téc de viande fraîche française, soit 14% de moins qu'en 2014 et 40% de moins qu'en 2010. A l'inverse, les fournisseurs secondaires du marché grec ont vu leurs volumes progresser : c'est le cas des Pays-Bas (+10%), de l'Espagne (+38%), mais surtout de la Pologne (+19%) et de la Bulgarie (x 5 !).

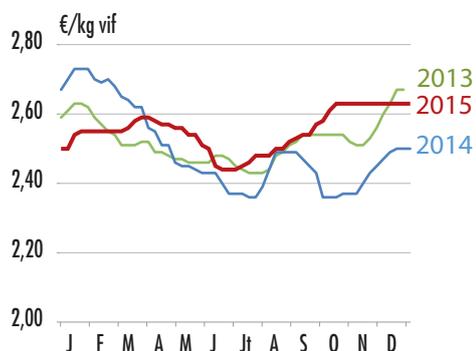
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ITALIE



DONNÉES REPÈRES

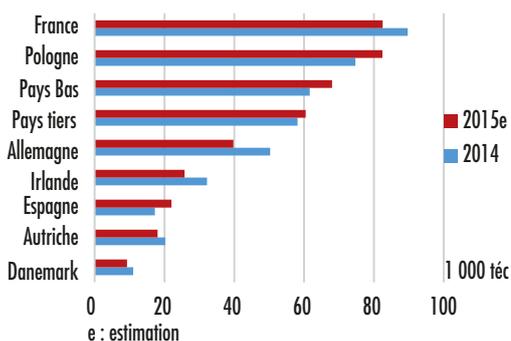
- **Consommation : 19,0 kgéc/hab.**
- **Part des importations (vif fini et viande bovine) dans la consommation : 44%**

PRIX DU JB ITALIEN CHAROLAIS CATÉGORIE 1 À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après douanes italiennes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014e	2015e	2015/2014
Abattages	1 075	1 011	982	933	875	873	=
Importations	515	478	455	448	464	453	-2%
Exportations	178	178	166	162	164	173	+5%
Consommation	1 412	1 310	1 271	1 219	1 175	1 154	-2%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes

La consommation italienne poursuit son repli. Face à une production stable, la demande à l'importation s'est donc réduite. La Pologne accroît toutefois ses volumes exportés au détriment de la France.

Production : moins de mâles et plus de femelles

La production italienne de viande bovine s'est stabilisée en 2015. Les taurillons sont toujours moins nombreux (-2% /2014 selon nos estimations), mais les abattages de génisses poursuivent leur progression (+8%). La crise laitière a par ailleurs conduit à de nombreuses réformes (+10%).

Après deux années de baisse, les prix des taurillons ont repris quelques couleurs, en grande partie grâce à la baisse de la pression à l'import en provenance d'Europe du Nord. En moyenne sur l'année, la cotation du JB charolais à Modène s'est redressée de 2%, à 4,32 €/kg de carcasse. Celle du Croisé national a regagné 6%, à 4,12 €. La demande de certains circuits de distribution pour des animaux nés en Italie contribue à réduire l'écart de prix entre ces deux catégories.

Les femelles limousines constituent toujours le haut de gamme, à 5,00 €/kg de carcasse en moyenne sur 2015 (+2% /2014). A l'inverse, les vaches O sont toujours aussi mal valorisées (à 2,22 €/kg ; = /2014).

Consommation : toujours en baisse

Après une baisse de 3% en 2014, la consommation italienne calculée par bilan s'est réduite de 2% en 2015. Le panel Nielsen donne un constat encore bien plus noir. Les achats de viande bovine fraîche par les ménages italiens sur les 11 premiers mois de l'année auraient fortement chuté (-6% /2014 et -11% /2013 en volume). Si la baisse était déjà plus que significative jusqu'à fin octobre (-5,7%), les achats ont plongé en novembre après la publication du rapport de l'OMS (-11%).

Imports : la Pologne rattrape la France

Les importations italiennes de viande bovine ont reculé en 2015 (-2% /2014). L'Italie a réduit ses achats en Europe du Nord, en particulier dans les pays qui ont produit moins de taurillons : -21% en provenance d'Allemagne, -20% d'Irlande, -11% d'Autriche et -16% du Danemark. Les Pays-Bas font exception (+10%) grâce à une production en hausse tant en veaux qu'en bovins jeunes.

Mais le fait le plus marquant est la percée de la viande polonaise (+10%), qui laisse moins de place à la viande française (-8%). Les volumes importés de Pologne ont ainsi égalé ceux importés de France en 2015 !

Des exports dopés par les nombreuses réformes

Les disponibilités accrues en viande de vaches ont dopé les exportations, en tout premier lieu vers les Pays-Bas (+40%) et l'Allemagne (+23%), où la demande des transformateurs était très dynamique.

Un nouveau flux est apparu vers la Pologne (3 000 téc), probablement pour approvisionner des usines flambant neuves comme celle du groupe OSI qui fournit *McDonalds* dans 6 pays d'Europe.

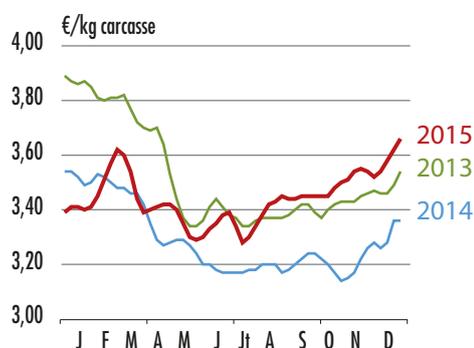
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE



DONNÉES REPÈRES

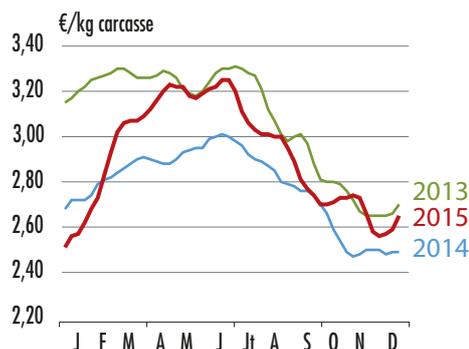
- **Consommation : 13,9 kgéc/hab.**
- **Part des importations dans la consommation : 36%**
- **Part des exportations dans la production : 36%**

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN O3 EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après cotations nationales

COTATION NATIONALE DE LA VACHE O3 EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après cotations nationales

Les ménages allemands, encouragés par une situation économique favorable, consomment de plus en plus de viande bovine. Face au recul de la production, les prix ont progressé et l'Allemagne a accru ses importations.

Léger repli des abattages

Le cheptel allemand de vaches laitières a été nettement réajusté au 1^{er} trimestre 2015, les éleveurs en dépassement de quota ayant levé le pied en fin de campagne sous la menace de pénalités. L'ouverture d'une nouvelle campagne laitière sans quota a par la suite limité les abattages de vaches (-3% /2014 en moyenne sur l'année). Toutefois, l'offre de femelles est restée quasiment stable : face à une conjoncture laitière dégradée, les éleveurs allemands ont choisi d'ajuster la taille de leur troupeau en faisant sortir davantage de génisses (+9% /2014).

Les abattages allemands de taurillons sont restés inférieurs à leurs niveaux de 2014 (-1%), après des exportations dynamiques de veaux de 8 jours en 2013, en particulier vers la Pologne. Au total sur l'année, la production allemande de viande bovine affiche un léger repli (-1% /2014), à 1,13 million de téc.

Hausse de la consommation via un réajustement du commerce extérieur

La consommation allemande de viande bovine est restée très dynamique en 2015 (+3% /2014), malgré le repli de la production nationale. Le réajustement du commerce extérieur a ainsi assuré l'approvisionnement du marché intérieur. Les importations ont progressé (+3% /2014), en particulier en provenance de Pologne (+16% /2014 sur les dix premiers mois de l'année) et de France (+18%). A l'inverse, les exportations se sont fortement rétractées (-6% /2014). Les exportateurs se sont détournés des marchés français (-8%) et surtout italien (-21%), alors que les envois vers l'Europe du Nord se sont globalement maintenus (+2% vers le Danemark, -3% vers les Pays-Bas sur les dix premiers mois de l'année).

Progression de 5% des prix

Le prix des vaches allemandes s'est vivement redressé début 2015 en raison d'une forte demande en quartiers avants et de la progression du prix du porc. Le ralentissement de la demande exprimée par l'industrie de la transformation, dans un contexte de retombée du prix du porc, a toutefois inversé la tendance au 2nd semestre.

Les disponibilités limitantes dans l'ensemble du bassin laitier d'Europe du Nord puis le redémarrage de la demande industrielle ont enfin limité la baisse saisonnière. En moyenne sur l'année, le cours allemand de la vache O est resté supérieur de 5% à son bas niveau de 2014.

Après avoir été soutenu par le cours des femelles au 1^{er} trimestre, le prix des jeunes bovins a renoué avec la baisse saisonnière jusqu'à l'été, avant de progresser à nouveau sous l'impulsion de disponibilités limitées et de la reprise de la consommation de découpes. En moyenne sur l'année, le cours du JB O est resté supérieur de 5% à son niveau de 2014.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2015/2014
Abattages	1 201	1 172	1 150	1 115	1 137	1 125	-1%
Importations viande	389	427	384	377	387	400	+3%
Exportations viande	522	495	434	411	426	399	-6%
Consommation	1 067	1 103	1 100	1 082	1 098	1 126	+3%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat, AMI et estimations

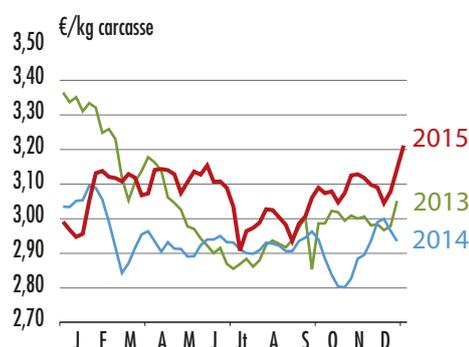
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE



DONNÉES REPÈRES

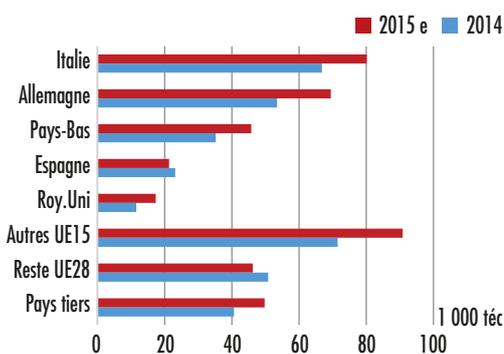
- **Consommation : 1,8 kgéc/hab.**
- **Part des exportations (vif fini et viande bovine) dans la production : 90%**

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN O3 EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après douanes polonaises et estimations

La hausse de la production polonaise a boosté les exportations vers les autres membres de l'UE, mais aussi vers les pays tiers grâce à la levée de l'interdiction de l'abattage rituel.

Nouvelle croissance à 2 chiffres de la production

Après une hausse de 11% en 2014, la production polonaise de viande bovine a encore bondi de 13% en 2015 pour avoisiner les 465 000 téc. Les abattages de mâles non castrés ont de nouveau enregistré une forte hausse (+14% à 249 000 téc). Ceux de génisses se sont aussi considérablement développés (+20% à 62 000 téc), essentiellement pour répondre à la demande italienne. De plus en plus de veaux laitiers et croisés sont en effet mis en place pour être engraisés en Pologne plutôt que d'être exportés à 8 jours.

Les abattages de vaches ont également participé à la hausse (+8%/2014, à 140 000 téc). La baisse du prix du lait et la sécheresse estivale extrême ont incité les éleveurs à réformer massivement.

Les Polonais confortent leur place sur le marché européen et retrouvent le débouché pays tiers

Les exportations polonaises de viande bovine auraient bondi de 21% en 2015 pour atteindre 423 000 téc selon nos estimations. Ceci représente une hausse de 72 000 téc en 1 an et de 92 000 téc en 2 ans. Sur 9 mois, les volumes exportés ont totalisé selon les douanes polonaises 63 000 téc vers l'Italie (+20%), 52 000 téc vers l'Allemagne (+32%), 52 000 téc vers les Pays-Bas (+34%), 17 000 téc vers l'Espagne (-8%) et 13 000 téc vers le Royaume-Uni (+65%).

Après une interruption de 2 ans due à l'interdiction de l'abattage rituel en Pologne, les flux vers la Turquie et Israël ont pu reprendre grâce à la levée de l'interdiction en janvier 2015. Les volumes vers les pays tiers ont progressé de 5% à 32 000 téc sur 9 mois, avant même les envois liés aux appels d'offres publics turcs lancés à partir de septembre.

Des prix en hausse, mais toujours très compétitifs

La cotation polonaise du JB O s'est élevée à 3,07 €/kg en moyenne sur l'année (+5%/2014 ; +1%/2013). La perte des débouchés pays tiers avait fait chuter les prix en 2013, mais ceux-ci sont repartis à la hausse en 2015. Les prix polonais restent toutefois très compétitifs : la cotation du JB O se situait en 2015 largement sous la moyenne européenne (-12%). Le différentiel est encore plus élevé pour la vache O (-26% sous la moyenne de l'UE à 28).

Nouvelle baisse de la consommation

La consommation nationale de viande bovine est marginale, les Polonais préférant le porc, par goût et tradition, mais aussi pour son prix, moitié moindre que celui du bœuf. En 2015, la hausse du prix des bovins parallèlement au recul du prix du porc a de nouveau fait baisser la consommation de viande bovine. Celle-ci serait à présent inférieure à 2 kgéc/habitant, contre 41 kg pour le porc et 28 kg pour la volaille.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2015/2014
Abattages	386	380	371	373	413	465	+13%
Importations	19	18	17	14	17	25	+47%
Exportations	321	309	319	340	351	423	+21%
Consommation*	85	89	69	47	79	67	-15%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ierigiz, Eurostat et estimations

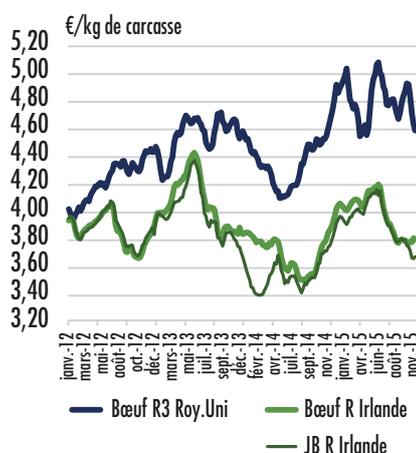
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES

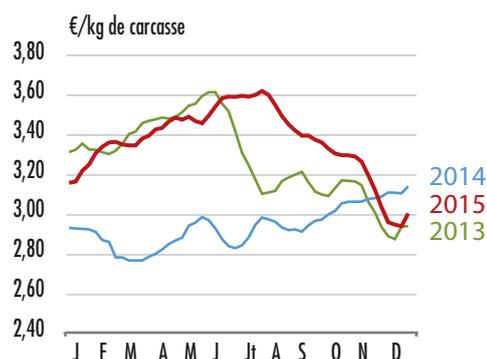
- **Consommation : 19,0 kgéc/hab.**
- **Part des exportations dans la production : 90%**

COTATIONS DES BŒUFS R ET DES JB R EN IRLANDE ET AU ROYAUME UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Bord Bia et Commission européenne

COTATION NATIONALE DE LA VACHE O3 EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Bord Bia

En Irlande, les éleveurs laitiers continuent de retenir leurs vaches. Ceci explique une grande part de la baisse de production observée en 2015 (-3%), qui a tari d'autant les exportations.

Baisse de la production

Après un net rebond en 2014, la production irlandaise de viande bovine s'est réduite de 3% en 2015, retombant à 564 000 téc. La « course à la castration », entamée en 2013, alors que le prix du JB décrochait par rapport à celui du bœuf, a conduit à une hausse de la production de bœufs en 2015 (+5% à 228 000 téc) et à une forte baisse de la production de taurillons (-14% à 75 000 téc).

La production de génisses s'est réduite de 1% à 159 000 téc après une année 2014 très fournie. Celle de vaches de réforme est tombée à 102 000 téc (-12% /2014 ; -9% /2013). Non seulement le cheptel allaitant s'est considérablement réduit ces 3 dernières années, ce qui limite à présent les sorties de vaches nourrices, mais la rétention des vaches laitières se poursuit : grâce à leurs systèmes *low-cost*, les éleveurs irlandais s'estiment les mieux armés d'Europe pour résister à la dégradation de la conjoncture laitière.

Net redressement des cours

Sous l'effet de la dépréciation de l'euro qui a dopé les tarifs des exportations vers le Royaume-Uni, la cotation irlandaise du bœuf R s'est redressée de 8%, à 3,98 €/kg en moyenne sur 2015. Toutefois, l'écart se creuse entre les prix irlandais et britanniques. Cela s'explique en partie par la renationalisation de l'approvisionnement en viandes fraîches des enseignes de GMS au Royaume-Uni.

La pénurie de vaches a par ailleurs conduit à une forte hausse des cours des réformes (+14% pour la vache O, à 3,36 €/kg sur l'année). La cotation irlandaise de la vache O est ainsi passée largement au-dessus de la cotation française (+4% en moyenne sur l'année).

Baisse des exportations

Les exportations irlandaises de viande bovine tomberaient à 506 000 téc en 2015 selon nos estimations (-3% /2014). La baisse des disponibilités en viande de vache a entraîné une chute des envois de viande fraîche vers la France (-17% /2014 sur 9 mois). Le recul de la production de taurillons a conduit à un net tassement des flux vers l'Italie (-28%). Par ailleurs, la renationalisation de l'approvisionnement des distributeurs britanniques a limité les envois de viande fraîche vers le Royaume-Uni(-3%), malgré le taux de change favorable et la hausse de la production de bœufs.

En revanche, les exportations de viandes transformées ont fortement augmenté, notamment vers le Royaume-Uni (+18%), où la demande pour les plats préparés repart à la hausse. Enfin, les exportations de viande congelée ont légèrement progressé (+3%). Néanmoins, ces dernières restent très minoritaires (15%) dans les exportations irlandaises, constituées de 66% de viandes réfrigérées et de 19% de viandes transformées.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2015/2014
Abattages	559	547	495	518	582	564	-3%
Importations	49	55	47	35	30	31	+4%
Exportations	516	510	453	466	524	506	-3%
Consommation*	92	92	89	87	88	89	+1%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Bord Bia

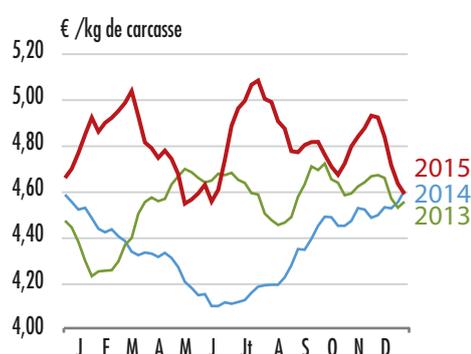
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES

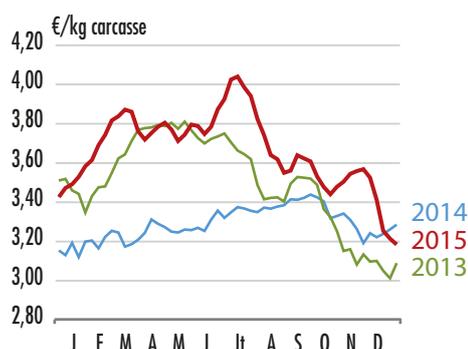
- **Consommation : 18,2 kgéc/hab.**
- **Part des importations (vif fini et viande bovine) dans la consommation : 36%**

COTATION NATIONALE DU BŒUF R3 AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COTATION NATIONALE DE LA VACHE R3 AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE AU ROYAUME-UNI

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2015/2014
Abattages	909	936	885	847	877	875	=
Importations	397	383	406	393	414	430	+4%
Exportations	138	176	148	132	142	129	-9%
Consommation	1 169	1 142	1 144	1 108	1 149	1 177	+2%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, Eblex, Eurostat et estimations

Les prix intérieurs sont restés peu rémunérateurs pour les éleveurs britanniques, surtout à cause de la dépréciation de l'euro par rapport à la livre sterling. Toutefois, la renationalisation de l'approvisionnement d'une bonne partie des distributeurs a permis de cantonner la hausse des importations à un marché des plats préparés en plein rebond.

Stabilisation de la production

La production de viande bovine du Royaume-Uni est issue à 70% de bœufs et de génisses. En 2015, les abattages de bœufs et de génisses ont reculé (-1% /2014), suite à la baisse des naissances fin 2012 et en 2013. Celle-ci a toutefois été contrebalancée par la progression de la castration des mâles depuis la crise des filières taurillons irlandaise et britannique en 2013-2014. Les abattages de jeunes bovins ont d'ailleurs continué leur chute en 2015 (-18% /2014).

A l'inverse, les abattages de vaches ont progressé (+4%) en raison du ralentissement de la recapitalisation laitière. Celle-ci n'est toutefois pas tout à fait terminée, comme en témoignent les chiffres du cheptel britannique de vaches laitières issu du recensement de juin (+3% /2014). La décapitalisation allaitante a été stoppée, avec un cheptel de vaches de races à viande en légère hausse (+0,4% /2014).

Les effectifs de gros bovins abattus ont ainsi reculé (-1% /2014), mais la persistance de conditions climatiques favorables a permis un net alourdissement des bœufs et des génisses (+7 kg/2014, soit +2%). Le volume de viande bovine produite en 2015 est donc resté stable, à 875 000 téc.

Les prix et les échanges impactés par la dépréciation de l'euro

La dépréciation de l'euro par rapport à la livre sterling s'est accentuée au 1^{er} trimestre 2015, entraînant le renchérissement des marchandises britanniques une fois traduites en euros. Les cours moyens des bovins britanniques, stables sur l'année en livres sterling, affichent ainsi des hausses de l'ordre de 10% en euros.

La hausse des cours britanniques en euros a handicapé les exportations (-9% /2014) et a créé un appel d'air pour les viandes de la zone euro sur le marché intérieur. Les importations ont augmenté (+4% /2014) à la fois en provenance d'Irlande, le pourvoyeur historique du Royaume-Uni en viande de bœufs et de génisses, mais aussi de fournisseurs secondaires : Pays-Bas, Allemagne, et surtout Pologne.

Haussé de la consommation tirée par les viandes transformées

Pour rassurer les consommateurs, un nombre croissant de distributeurs affichent 100% d'origine Royaume-Uni sur leurs étals de viande bovine fraîche. Alors que le pouvoir d'achat des Britanniques progresse, les volumes de viande bovine fraîche achetés par les ménages ont stagné en 2015 face au tarissement de la production intérieure. A l'inverse, les ventes de plats préparés sont reparties à la hausse, après deux années de disette liée au scandale de la viande de cheval de 2013.

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

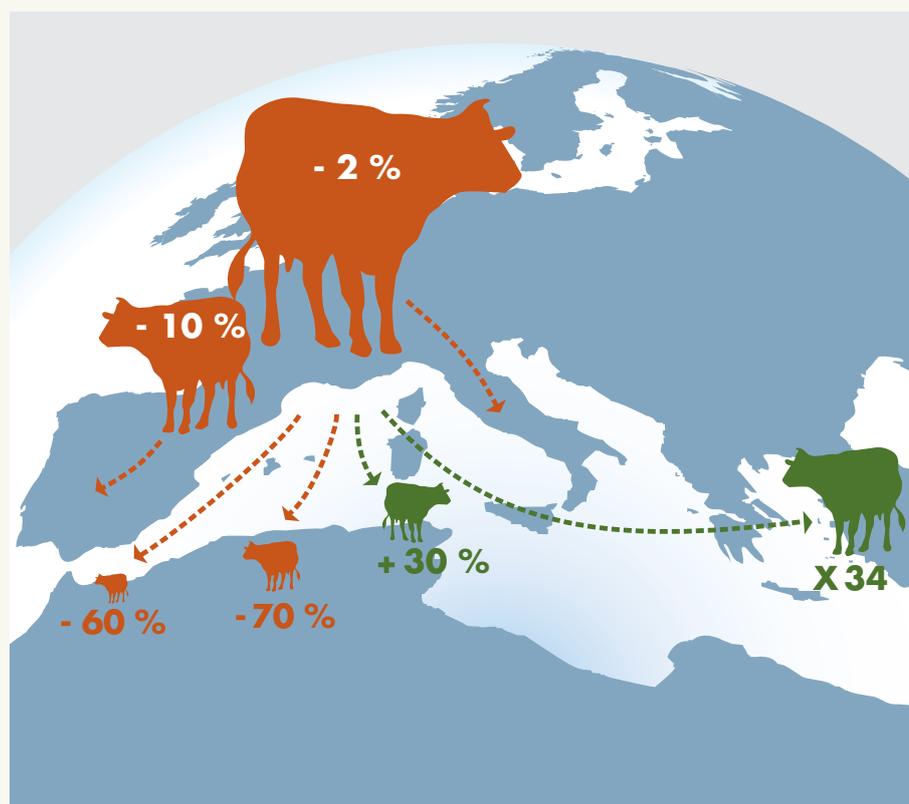
Une année marquée par la demande turque et la réapparition de la FCO.

Pour la première fois depuis 2011, les exportations françaises de broutards ont rebondi. Cette hausse des envois est principalement liée aux achats turcs qui ont cru mois après mois jusqu'en septembre. Cette demande turque a fortement limité les achats des engraisseurs espagnols, tunisiens et marocains qui n'ont pu suivre la hausse des cours. La réapparition de la FCO en septembre a stoppé les envois vers la Turquie et suspendu, plus ou moins longuement, les expéditions vers l'Espagne et l'Italie. En cumul sur l'année, l'Italie a une nouvelle fois réduit ses achats, à cause de la morosité de la consommation et du recul de l'engraissement. Les cotations des mâles sont restées stables sur l'année tandis que celles des femelles ont reculé de 2%.



EXPORTATIONS 2015

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS



Estimation des exportations françaises de gros bovins maigres en 2015 :

- Vers l'Italie : 730 000 têtes
- Vers l'Espagne : 128 000 têtes
- Vers les autres pays de l'UE : 50 000 têtes
- Vers les pays tiers : 107 000 têtes
 - l'Algérie : 6 500 têtes
 - la Tunisie : 9 000 têtes
 - le Maroc : 1 500 têtes
 - la Turquie : 80 000 têtes

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

EXPORTATIONS 2015

1,015 million

C'est le nombre de broutards exportés en 2015.

BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BOVINS MAIGRES

Têtes	Année civile 2012	Année civile 2013	Année civile 2014	Année civile 2015*	Évolution 2015/2014
Mâles et femelles de 160 à 300 kg vif =	237 700	241 100	239 800	303 000	+26%
Mâles maigres de plus de 300 kg vif =	562 500	571 000	543 000	540 000	=
Femelles maigres de plus de 300 kg vif =	182 200	168 000	173 000	172 000	=
TOTAL	982 400	980 100	955 800	1 015 000	+6%

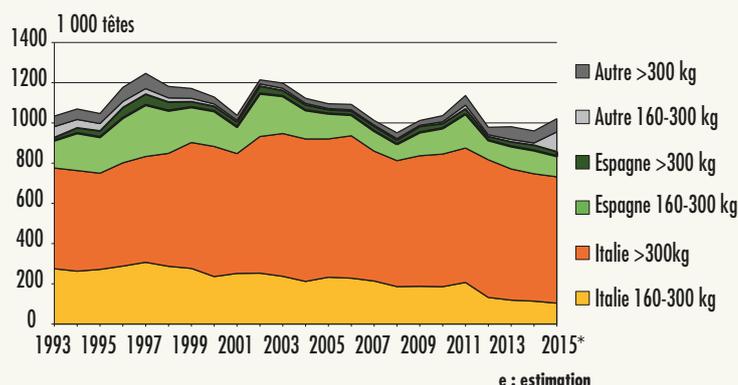
e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Après 3 années de recul, les exportations françaises d'animaux maigres ont fortement progressé en 2015. Avec plus d'un million de têtes, la hausse atteint 6%/2014, sans pour autant atteindre le pic de 2011.

La hausse des exportations ne concerne qu'une seule catégorie douanière : celles des bovins de 160 à 300 kg, en réponse à la vive demande de la Turquie. Ainsi, plus du quart des expéditions d'animaux de cette catégorie a été dirigé vers le marché turc, aux dépens de l'Italie et de l'Espagne qui n'en représentent plus chacune qu'1/3. Les expéditions d'animaux de plus de 300 kg, mâles comme femelles, sont restés globalement stables, malgré la réapparition de la FCO qui a freiné les expéditions issues des zones réglementées.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE GROS BOVINS MAIGRES



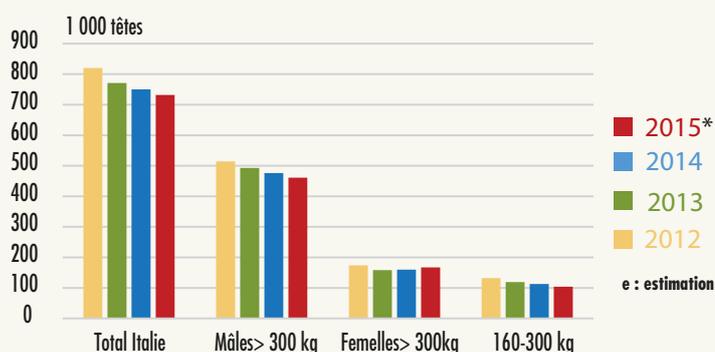
e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Les exportations françaises ont progressé en 2015 grâce aux exportations vers la Turquie, la majorité des autres destinations enregistrant des reculs.

Avec 72% des exportations françaises, l'Italie reste de loin le principal débouché des broutards hexagonaux. Cependant, sa part dans les exportations françaises ne cesse de reculer, perdant 7 points par rapport à 2014. La part de l'Espagne, après être remontée en 2014, a de nouveau reculé à 12%. Ces fortes baisses sont dues à la réouverture de la Turquie aux animaux maigres français, qui a capté 8% des envois. La part des autres pays européens a progressé et affiche 5% contre moins de 3% en 2014. Plus de broutards seraient partis vers la Belgique, avant de poursuivre la route vers la Turquie. Les achats du Maghreb ont été divisés par 2 et leur part retombe à 1,5%.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS VERS L'ITALIE



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

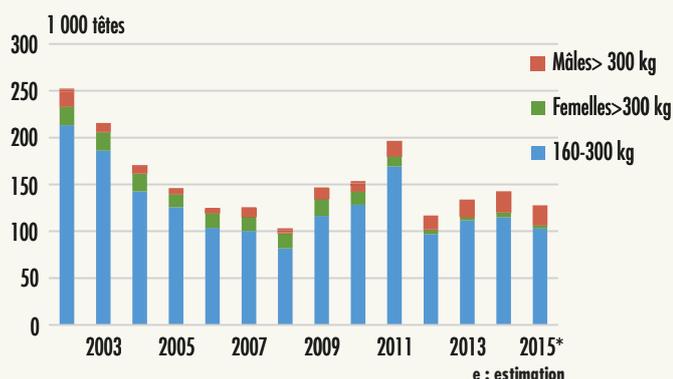
Avec environ 730 000 têtes, les exportations vers l'Italie ont de nouveau reculé (-2%/2014). Cette baisse peut être expliquée par l'ouverture du débouché turc et la morosité du marché italien, les engraisseurs transalpins ayant rempli leurs ateliers sans enthousiasme.

Début 2015, la demande italienne était faible suite à des achats accrus lors de l'été 2014. Les engraisseurs transalpins sont revenus aux achats au fur et à mesure de la sortie des jeunes bovins, motivés par d'abondantes récoltes de maïs. À l'automne, le commerce a été perturbé. D'abord par la réapparition de la FCO mi-septembre qui a suspendu les envois depuis les zones réglementées jusqu'à la signature d'un accord franco-italien mi-octobre. Puis par la publication du rapport de l'OMS sur les liens entre viande rouge et cancer qui a fait douter tous les acteurs de la filière dans la Botte.

4 LE MARCHÉ DES BROUTARDS EN FRANCE

EXPORTATIONS 2015

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS L'ESPAGNE

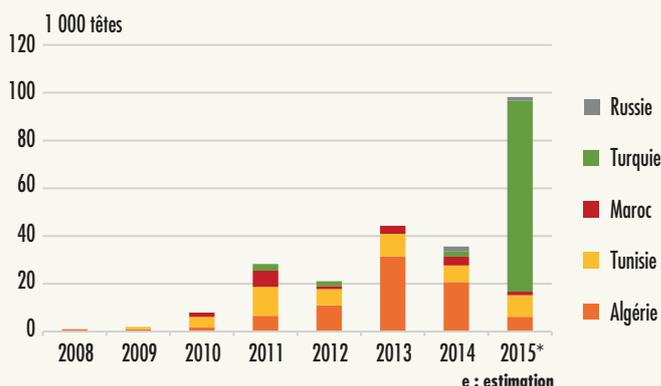


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Après deux années de hausse, les exportations d'animaux maigres français à destination de l'Espagne ont fortement reculé en 2015 (-10%/2014). La concurrence entre acheteurs turcs et espagnols pour les animaux de moins de 300 kg a tourné au désavantage des importateurs ibériques.

L'ouverture du marché turc aux animaux français de moins de 300 kg a eu de fortes répercussions sur les achats espagnols, concentrés sur le même type de broutards. Les acheteurs ibériques ont éprouvé des difficultés à s'aligner sur les prix en hausse et ont réduit leurs achats d'animaux légers, sans pour autant se reporter sur des broutards plus lourds. Le dernier trimestre a permis aux engraisseurs espagnols de revenir aux achats, profitant de la quasi-absence de la Turquie dans l'Hexagone et bénéficiant d'un accord rapide contournant les difficultés d'exportation suite aux extensions successives des zones réglementées FCO.

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS LES PAYS TIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

En 2015, les flux vers les pays tiers ont été portés par la Turquie, qui a représenté plus des ¾ des 100 000 animaux exportés.

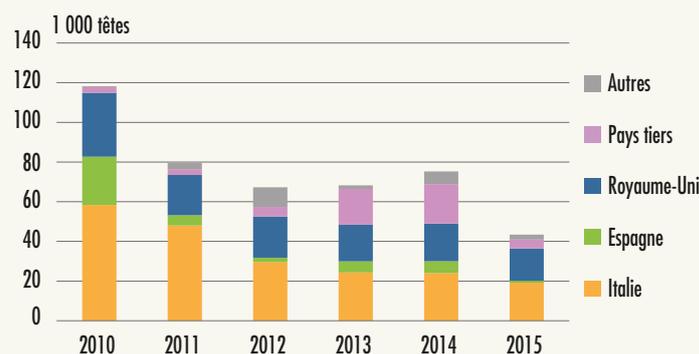
Ouvert fin 2014, le marché turc a capté plus de 80 000 têtes sur l'année 2015. La demande des engraisseurs turcs n'a cessé de progresser mois après mois jusqu'à la réapparition de la FCO. Les autorités sanitaires turques ont alors refusé les animaux vaccinés et ont souhaité importer uniquement des animaux à PCR négative, impliquant une mise en quarantaine risquée pour l'exportateur en cas d'extension de la zone réglementée. Les exportations vers l'Algérie ont fortement reculé sous l'effet de la baisse du prix du pétrole, de la dépréciation du dinar et de la modification de la gestion du contingent à droit nul qui sera effective en 2016. Seuls les envois vers la Tunisie ont progressé, profitant du retrait turc à l'automne 2015.

IRLANDE 2015

Après deux années de stabilisation et une année de légère hausse, les exportations irlandaises d'animaux maigres ont reculé de plus de 40% en 2015 selon les données de Bord Bia, pour plafonner à 43 000 têtes.

Ce recul est directement lié à la poursuite de la décapitation du cheptel allaitant, sous la pression du dynamisme laitier. Conséquence de ce recul, les prix des animaux maigres irlandais ont atteint des sommets en 2015, avec une hausse moyenne de 17% par rapport à 2014. Le recul des envois a surtout affecté les destinations très sensibles aux prix, comme l'Espagne (-83%) et le Maroc (-40%). La chute enregistrée par les pays tiers (-67%) est en grande partie due à l'effondrement des achats Libyens, 400 animaux en 2015 contre plus de 15 000 en 2014. Les envois vers l'Italie, très faibles au 1^{er} semestre, ont profité des difficultés françaises liées à la FCO, pour rebondir et limiter la baisse à 20% sur l'année.

EXPORTATIONS IRLANDAISES D'ANIMAUX MAIGRES



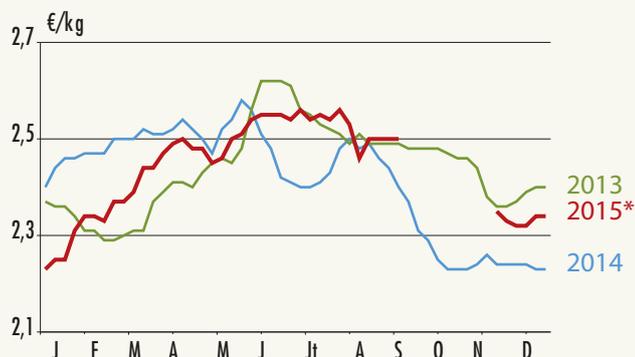
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après BordBia

PRIX DES MÂLES

2,66€/kg

C'est la cotation moyenne des broutards mâles en 2015.

COTATIONS DU CHAROLAIS U DE 450 KG

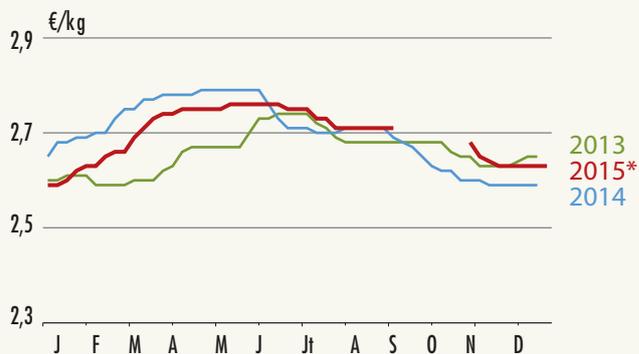


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En moyenne sur l'année 2015, les cotations des broutards mâles sont restées stables.

Au 1^{er} semestre, les cotations des animaux légers ont été tirées par les achats turcs, en augmentation mois après mois, mais également tunisiens. Cette demande en animaux légers a rencontré une offre très limitée à cette période de l'année. Pour satisfaire ce marché, certains éleveurs ont sorti leurs broutards à des poids beaucoup plus légers que d'habitude. Partis de très bas niveaux début 2015, les cotations des animaux plus lourds, destinés à l'Italie ou à l'Algérie, ont connu une forte hausse au 1^{er} semestre, portée par les bonnes récoltes de maïs en Italie, mais toujours

COTATIONS DU LIMOUSIN U DE 350 KG



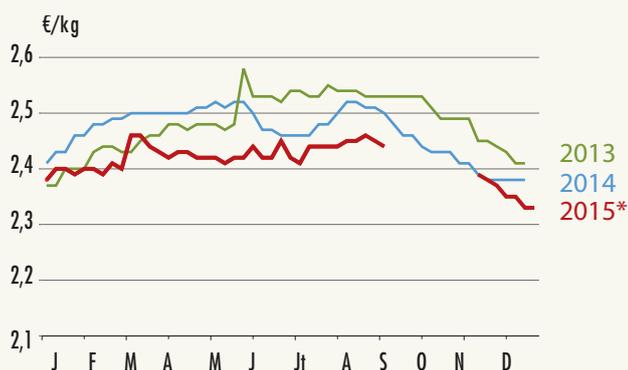
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

en retrait par rapport à leur niveau de 2014.

Le second semestre a été marqué par la suspension de cotations dans plusieurs bassins, suite aux extensions successives des zones réglementées FCO. Le manque d'offre disponible face aux demandes locale comme étrangère a soutenu les prix des animaux dans les zones non réglementées. En novembre, l'efficacité des campagnes de vaccination a remis sur le marché une offre très abondante de broutards disponibles, entraînant la chute des cotations nationales par rapport à leur niveau de septembre. Toutefois, en moyenne sur l'année, les cotations des Charolais et des Limousins ont été stables.

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA CHAROLAISE U DE 270 KG

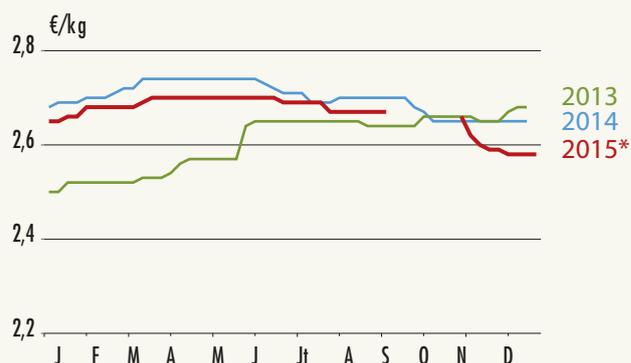


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cotations des femelles ont reculé en 2015, après s'être stabilisées en 2014.

La demande en femelles est restée limitée début 2015. Elles n'ont pas bénéficié de la demande turque, portée exclusivement sur des mâles. La demande des opérateurs italiens en femelles était relativement calme. Mais l'absence de hausse saisonnière a incité les acheteurs transalpins

COTATIONS DE LA LIMOUSINE U DE 270 KG



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

à se positionner à nouveau sur les femelles pour profiter des prix inférieurs à ceux de 2014. En fin d'année, l'arrivée d'une offre abondante et massive d'animaux sur le marché, suite à la campagne de vaccination, a entraîné une forte baisse des cours, qui terminent l'année sous leur niveau de 2013 et 2014. En moyenne sur l'année, la cotation de la Charolaise U de 270 kg recule de 3% /2014 et celle de la Limousine U de 270 kg de 2% /2014.

***En 2015, suite à la FCO, les cotations nationales n'étaient pas représentatives entre les semaines 38 et 44 pour les Limousins et les semaines 38 et 46 pour les Charolais.**

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus à la traîne qui ne bénéficient pas encore de la détente des charges

Malgré les espoirs de début d'année liés à l'ouverture de la Turquie pour le marché du maigre, les marchés bovins sont restés globalement déprimés en 2015. Côté PAC, les systèmes intensifs sont impactés par la convergence des soutiens découplés. La présence ou non en zone ICHN et la suppression de la PHAE sont les autres principaux déterminants de la variation des aides. Ces évolutions négatives de produits affectent les revenus des exploitations.

L'évolution des indices de prix des charges est plus favorable au revenu (approvisionnement végétal et animal, énergie...). Mais la sécheresse estivale a nécessité dans certaines régions d'acheter des compléments fourragers ou des concentrés. Au final, l'année 2015 n'apporte pas de réel bouleversement dans les tendances antérieures et les revenus des systèmes bovins viande restent dans l'ensemble à la traîne.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2015

Les revenus restent très disparates au sein de chaque système.

Depuis 2014, on observe une convergence des niveaux de revenus courants des différents systèmes, spécialisés comme diversifiés. S'ils peinent à dépasser les 30 000 €/UMO exploitant de RCAI (revenu courant avant impôts et cotisations sociales), les systèmes combinant l'engraissement et la vente de cultures se démarquent légèrement. Par contre, les élevages naisseurs et ceux producteurs de veaux sous la mère dégagent les RCAI moyens les moins élevés, sous les 25 000 €/UMO exploitant.

Si les RCAI sont variables d'un système à l'autre, la plus forte variabilité s'observe au sein même des systèmes. Il existe une grande hétérogénéité des RCAI par rapport à la moyenne en lien notamment avec la taille des élevages,

leurs performances techniques ou leur mode de gestion. Cependant, en 2015, les variations des aides PAC (convergence, revalorisation des ICHN et disparition de la PHAE), le degré d'exposition à la sécheresse, la situation en zone réglementée ou indemne de FCO expliquent aussi pour une bonne part les écarts de RCAI. Cette variabilité est plus importante pour les élevages diversifiés avec des cultures de vente.

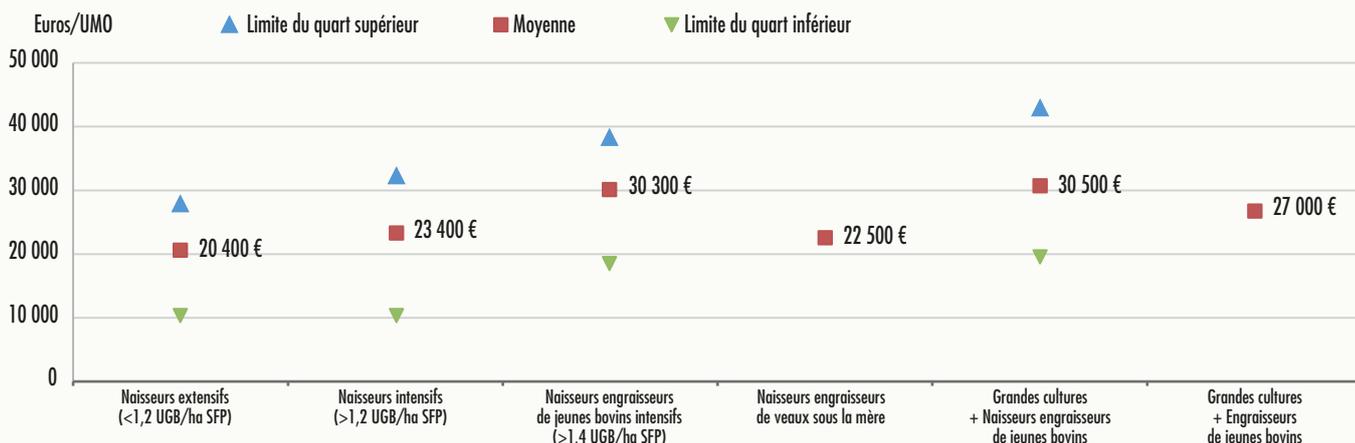
FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 430 exploitations en 2015 dont 340 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français. Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-viande.html> ⇒ onglet Réseaux d'élevage



RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔT ET COTISATIONS SOCIALES 2015

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2015 avec prise en compte des aléas.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'engraissement et la vente de culture apportent un léger plus

Après une conjoncture 2014 morose pour les bovins finis, 2015 n'a pas permis de redresser la barre. Si les marchés ont connu un léger frémissement en milieu d'année, ceux-ci ont ensuite repris leur baisse pour toutes les races et catégories. La dynamique a été un peu différente pour le marché du maigre qui a bénéficié de la forte demande turque jusqu'en septembre. L'apparition de la FCO a ensuite entraîné un léger repli des cours (stables en moyenne annuelle), et surtout un report des ventes.

Les systèmes naisseurs n'ont pas tous profité de la revalorisation de l'ICHN. Celle-ci ne compense pas intégralement la disparition de la PHAE pour les systèmes les plus extensifs qui touchaient souvent les niveaux les plus élevés.

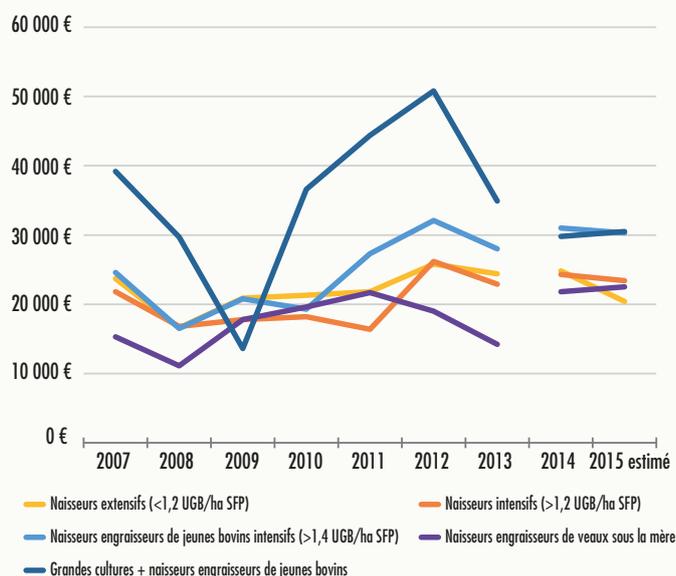
Protégés par le marché label et bénéficiant de la réforme de la PAC, les élevages producteurs de veaux sous la mère voient leur niveau de revenu légèrement consolidé.

Au final, dans les différents systèmes, les évolutions de RCAI entre 2014 et 2015 dépendent essentiellement :

- de la PAC et du niveau initial de soutiens découplés (convergence), mais surtout de l'équilibre disparition de la PHAE/revalorisation de l'ICHN.
- de leur niveau d'exposition à la sécheresse.

Mais le constat est le même pour tous les systèmes : les revenus ne progressent pas comparés à 2014. L'engraissement et la vente de culture apportent un léger plus pour les RCAI, mais pas pour les revenus (voir tableau p. 27).

ÉVOLUTION DES RCAI/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



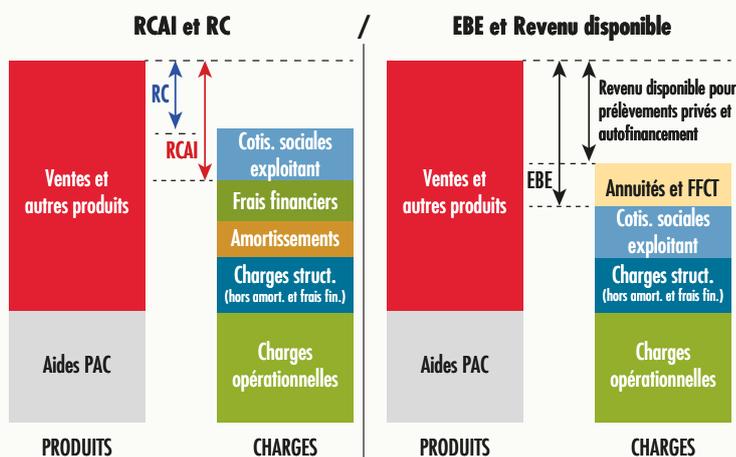
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2015 ET METHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2015 sont établies à partir d'un panel de 314 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2014 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...). L'estimation concerne les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI). Ce résultat est supérieur au revenu disponible (cf graphique ci-contre) calculé selon l'approche « trésorerie ».

Attention : en raison d'un changement du socle d'exploitations suivies, la série devient discontinue. Les résultats de l'année 2014, bases d'estimations pour 2015, proviennent d'un panel d'exploitations sensiblement différent de l'échantillon utilisé en 2013.

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

ÉVOLUTION DE L'ÉCHANTILLON DE BASE POUR L'ESTIMATION

Entre parenthèse, évolutions de l'échantillon 2014/2013

	Naisseurs extensifs	Naisseurs intensifs	NE JB intensifs	Veaux sous la mère	NE JB cultures	Engraisseur cultures
Nombre d'exploitations	85	46	38	14	35	11
% de nouvelles exploitations dans l'échantillon 2014	20%	56%	63%	64%	44%	36%
UMO totale	1,8 (+0,1)	1,4 (-0,2)	1,8 (-0,2)	2,2 (+0,3)	2 (-0,1)	1,8 (+0,1)
SAU (ha)	152 (+12)	109 (-7)	122 (-26)	101 (+13)	180 (+7)	97 (-8)
Nbre VA ou UGB engraissement	94 (+9)	87 (-6)	100 (-18)	89 (+15)	77 (+10)	143 (+7)
kg vifs produits / UGB	310 (+3)	309 (+6)	374 (+4)	269 (+46)	385 (-25)	783 (+83)

Source : INOSYS Réseaux d'élevage, traitement GEB-Institut de l'Élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATION DES PRODUITS EN 2015

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente des **animaux maigres** dépend de la race et du poids de l'animal et de la période de vente. Pour établir les estimations 2015, pour chaque exploitation de l'échantillon, la période de vente et les prix associés sont estimés en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux. Pour approcher au mieux cette variabilité, sur chacune des exploitations suivies, la période de vêlage a été associée à une période de vente des animaux. Pour les zones FCO, les effets sur les prix et sur les périodes de vente ont été intégrés.

Quant aux **animaux finis**, le montant des ventes 2015 a été estimé en prenant un pourcentage d'évolution annuel pour chacun des quatre bassins de production (Centre-Est, Grand-Ouest, Grand-Sud, Nord-Est). Le calcul combine le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2014 et 2015 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres.

Estimation des produits de ventes des cultures

Le montant des ventes 2015 pour chacune des cultures réalisées sur l'exploitation a été pondéré par un coefficient propre à chaque région française, prenant en compte l'évolution de volumes et de prix constatés entre 2014 et 2015 (source : Arvalis-Institut du végétal).

Evolution des aides PAC

Pour les évolutions de soutiens découplés, les estimations ont été réalisées à partir des éléments connus à la date du 15 janvier 2016 et issus du Ministère de l'agriculture (convergence et verdissement liés à l'historique, surdotation des 52 premiers hectares). La PHAE n'est pas reconduite en 2015. Son enveloppe est intégrée à celle de l'ICHN, permettant d'augmenter jusqu'à 75 ha la surface éligible à l'ICHN. Dans nos hypothèses, les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), les aides aux protéagineux et le passage éventuel d'une EARL en GAEC n'ont pas été pris en compte.

EVOLUTION DES PRIX DES PRINCIPALES CATEGORIES DE BROUARDS

TYPE DE BROUARD	EVOLUTION PRIX MOYEN 2015/2014	VARIATION PRIX DEBUT ANNEE 2015/2014	VARIATION PRIX ETE 2015/2014	VARIATION PRIX AUTOMNE 2015/2014
LIMOUSINS 300 kg				
Zone non touchée par la FCO	+ 1,8%	- 2,7%	+ 1,6	+ 5,8%
Zone touchée par la FCO	+ 0,9%	- 2,7%	+ 1,6%	+ 2,7%
CHAROLAIS 300 kg				
Zone non touchée par la FCO	+ 2,8%	- 1,9%	+ 1,1%	+ 9,6%
Zone touchée par la FCO	+ 0,5%	- 3,3%	+ 0,1%	+ 3,4%
BLONDS 300 kg	- 2,9%	+ 0,8%	- 8,8%	+ 1,5%
AUBRAC, GASCON 350 kg	- 1,3%	- 3,6%	- 1,5%	+ 1,4%
SALERS 350 kg	+ 0,6%	- 4,1%	+ 0,6%	+ 3,3%

Source : FranceAgriMer, traitement GEB-Institut de l'Élevage

EVOLUTION DES PRIX DES CATEGORIES DE BOVINS FINIS : EXEMPLE DE LA VACHE R

Evolution 2015/2014	CENTRE EST	GRAND OUEST	GRAND SUD	NORD EST
VACHES DE REFORME VIANDE R	- 10,2%	- 9,0%	- 7,4%	- 8,7%

Source : FranceAgriMer - NORMABEV
Traitement GEB-Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC ENTRE 2014 ET 2015

AIDES	EVOLUTION 2015/2014 (%)
EVOLUTION DES PAIEMENTS DECOUPLES	de - 10 à + 6%
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	- 3%*
ICHN	+ 70 €/75 ha maxi
PHAE	- 100%
AUTRES AIDES SECOND PILIER	0%

* par rapport aux montants nets annoncés

Source : Estimation GEB-Institut de l'Élevage d'après Ministère de l'Agriculture

LEXIQUE

- charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'oeuvre exploitant : correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2015

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2015 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA viande bovine.

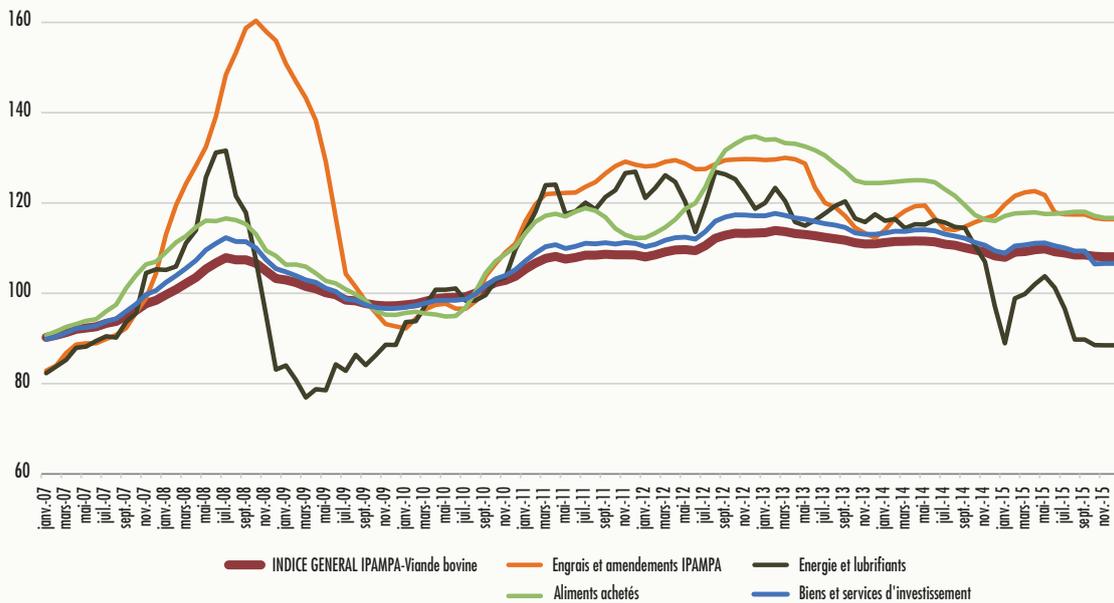
En 2015, l'indice IPAMPA poursuit sa baisse amorcée fin 2012. Cette évolution s'explique essentiellement par une baisse du coût de l'énergie (-16,5%) et par la baisse des prix pour les aliments achetés (-4,2%). En moyenne annuelle, l'indice affiche un repli de 1,8%.

SÉCHERESSE ET IMPACT FCO

Deux évènements marquants sont venus augmenter les charges opérationnelles. Pour les élevages ayant dû garder leurs brouillards en raison de la FCO, le surcoût a été estimé à environ 2 €/jour/brouillard.

Quant aux exploitations touchées par la sécheresse, qui ont dû acheter des fourrages et/ou de l'aliment, l'impact varie de 20 €/UGB pour la région Limousin à 70 €/UGB pour les régions fortement touchées du Sud Massif-Central.

CHARGES ISSUES DE L'IPAMPA EVOLUTION DEPUIS 2007 (INDICE 100 EN 2010)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et Agreste

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE EN 2014

Système	Exploitations spécialisées				Exploitations diversifiées	
	Naisseurs extensifs	Naisseurs intensifs	Naisseurs engraisseurs de JB intensifs	Naisseurs engraisseurs de veaux sous la mère	Grandes cultures et naisseurs engraisseurs de JB	Grandes cultures et engraisseurs de JB
EBE (k€)	44 000 €	46 100 €	50 400 €	33 500 €	60 600 €	54 400 €
Annuité sur EBE (%)	45%	53%	44%	36%	57%	76%
RCAI	24 800 €	24 300 €	32 600 €	21 800 €	29 800 €	28 400 €
Résultat courant	17 400 €	17 100 €	23 200 €	16 300 €	17 900 €	14 600 €
Résultat disponible	23 300 €	18 700 €	25 900 €	21 200 €	22 700 €	13 200 €

Source : INOSYS Réseaux d'élevage, traitement GEB-Institut de l'Élevage

Au-delà des résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI), différents indicateurs économiques et financiers permettent de rendre compte de la situation des exploitations. Le revenu disponible doit permettre à la fois de réaliser des prélèvements privés mais aussi d'autofinancer une partie des investissements. Le rapport entre les annuités d'emprunts et l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) permet d'appréhender la capacité des exploitations à faire face à leur endettement et à réaliser de nouveaux emprunts. Ce rapport varie selon les systèmes de production. On peut considérer qu'un rapport inférieur à 40% laisse une marge de manœuvre pour accéder à de nouveaux emprunts. De 40 à 55%, il faut analyser de plus près la situation individuelle. Au-delà il y a un risque. Ainsi, les exploitations diversifiées engraisant des jeunes bovins ont un RCAI parmi les plus élevés de l'échantillon mais le niveau d'annuités sur EBE dépassait les 75% en 2014. En moyenne pour ce groupe, la situation financière est donc très tendue. A l'opposé, les exploitations spécialisées productrices de veaux sous la mère avaient en 2014 le rapport annuité/EBE le plus faible (36%).

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

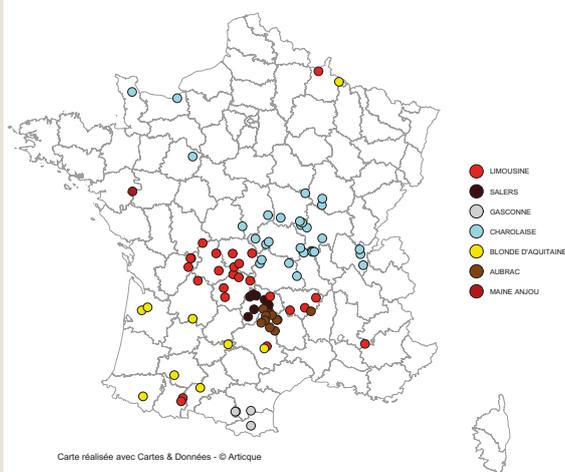
La sécheresse et la FCO aggravent une situation délicate



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 150 ha de SAU dont 140 ha de SFP
- 94 vaches allaitantes et 144 UGB
- Productivité moyenne : 310 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 85 EXPLOITATIONS



Les systèmes naisseurs extensifs avaient retrouvé un peu d'oxygène avec des prix des brouards en hausse entre mai et mi-septembre, grâce à un marché soutenu pour les bovins légers destinés à la Turquie. Cependant, la sécheresse estivale puis le déclenchement de l'épizootie de FCO mi-septembre, suspendant les flux à l'export, ont éteint l'espérance d'une meilleure année pour la plupart des éleveurs.

Une baisse du revenu liée à des déficits fourragers importants et au coût de la repousse des brouards

Le bassin charolais ainsi que la zone sud du Massif-Central (bassin rustique) ont subi trois aléas en 2015 : la sécheresse, le blocage des ventes lié à la FCO et enfin la baisse des prix durant l'automne quand les ventes ont pu reprendre. Les bassins traditionnellement producteurs de brouards légers ont pu bénéficier de la demande turque et de ventes plus précoces dans l'année à des prix en hausse, réduisant ainsi leurs charges opérationnelles (économie de concentrés).

Le bassin limousin, le Nord et l'Ouest de la France ont été moins sévèrement impactés par la sécheresse.

Les achats de fourrages et de concentrés supplémentaires pour faire face à la sécheresse sont estimés, pour les zones concernées, entre 20 et 70 €/UGB. En raison de ces surcoûts exceptionnels, les charges opérationnelles augmentent de 9,7% (+3 600 € en moyenne).

Le produit bovin viande se maintient, les aides baissent

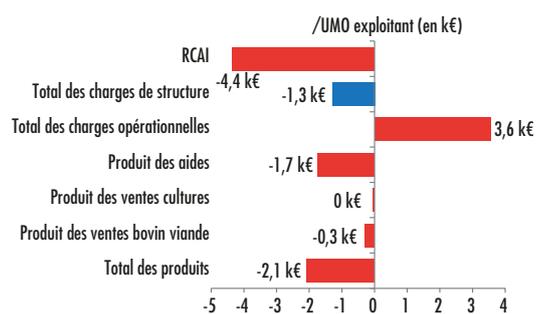
Les aides découplées augmentent faiblement avec la convergence (moins de 500 €/UMO, soit +3%) mais ne compensent pas le recul des aides couplées à la vache allaitante sous l'effet de la redéfinition des tranches de soutien et de la mise en place d'un stabilisateur. La baisse des soutiens PAC du 1^{er} pilier (-600 €/UMO) n'est pas atténuée par la revalorisation de l'ICHN. En effet, les exploitations, bénéficiant souvent à plein de la PHAE sur 100 ha (6 800 € en moyenne dans l'échantillon), pâtissent du transfert de l'enveloppe de la PHAE dans celle de l'ICHN. Celui-ci entraîne une baisse notable du niveau de soutien (-1 100 €/UMO sur le 2nd pilier).

Malgré les événements climatiques et sanitaires, le produit issu des ventes bovines se maintient, mais n'empêche pas le recul du produit total. Les situations sont en outre très diverses selon les périodes de sortie des animaux.

Le quart des exploitations dégagent moins de 10 000 €/UMO familiale

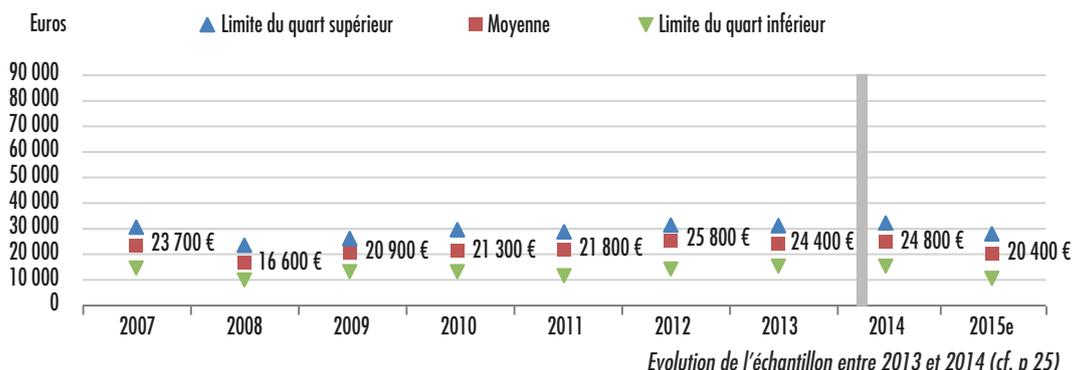
Selon nos estimations, la baisse de revenu impacte fortement les exploitations les plus fragiles. Ainsi un quart des exploitations ne dépasseront pas 10 000 € de résultat courant avant impôts et cotisations sociales. Pour ces exploitations, les annuités et prélèvements ne sont pas couverts par l'EBE : les trésoreries se dégradent.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

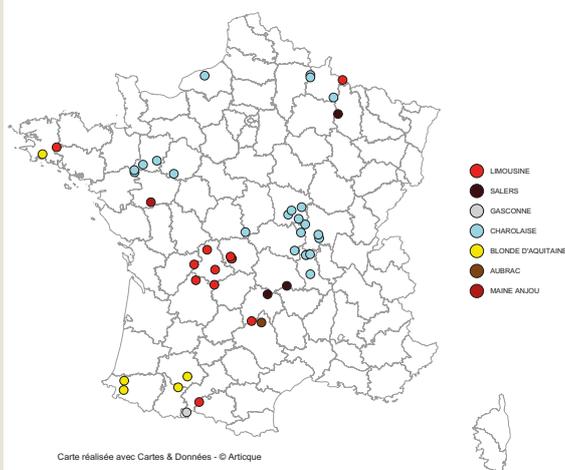
De fortes disparités de revenu et des élevages très sensibles aux aléas



DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 109 ha de SAU dont 95 ha de SFP
- 87 vaches allaitantes et 134 UGB
- Productivité moyenne : 309 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



Le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs s'effrite en 2015, malgré une diminution du prix de plusieurs intrants (carburants, aliments, ...) et la fermeté des cours des broutards. La sécheresse marquée dans de nombreuses régions a contraint les exploitations à acheter fourrages et concentrés. Côté PAC, la revalorisation des ICHN joue à plein.

Un produit préservé par des cours des mâles maigres bien orientés et par l'ICHN

Le produit issu de la vente des animaux est quasi stable. Cette fermeté n'est pas à chercher du côté des femelles de réforme ou des broutards, mais plutôt du côté des mâles maigres en 2015. Or 91% des mâles produits dans les fermes de cet échantillon sont vendus comme broutards, éventuellement repoussés. En fin d'année, la FCO a perturbé le commerce dans la zone réglementée durant environ 2 mois, ce qui a contraint les éleveurs concernés à conserver et alourdir leurs animaux en attendant la levée des interdictions d'exportation, entraînant ainsi des coûts supplémentaires.

La convergence des soutiens découplés a un impact positif mais limité alors que la redéfinition de l'aide couplée à la vache allaitante entraîne un recul global des soutiens du 1^{er} pilier (-700 €/UMO). La structure des soutiens du 2nd pilier est déterminante : ces exploitations avaient peu ou pas de PHAE en 2014 (2 100 € en moyenne dans l'échantillon) du fait de leur chargement et/ou de leur part d'herbe dans la SFP. Elles bénéficient donc à plein de la revalorisation de l'ICHN. Ainsi, les soutiens du 2nd pilier augmentent de 17% (+800 €/UMO).

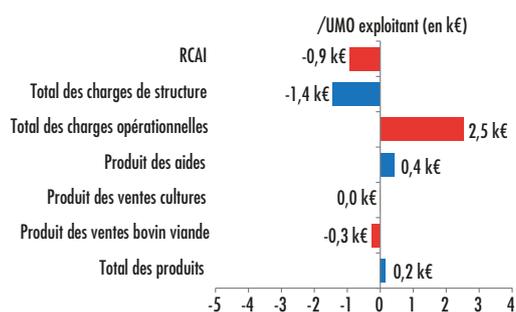
Au final, le produit total, ventes plus aides, demeure inchangé par rapport à 2014.

Un résultat moyen stable

Les charges opérationnelles sont orientées à la hausse (+6% /2014). Malgré une baisse du prix des aliments (-3,4%), des charges exceptionnelles ont été provoquées par la sécheresse : les achats de fourrages, destinés à pallier la faiblesse des stocks, ont été importants dans de nombreuses régions.

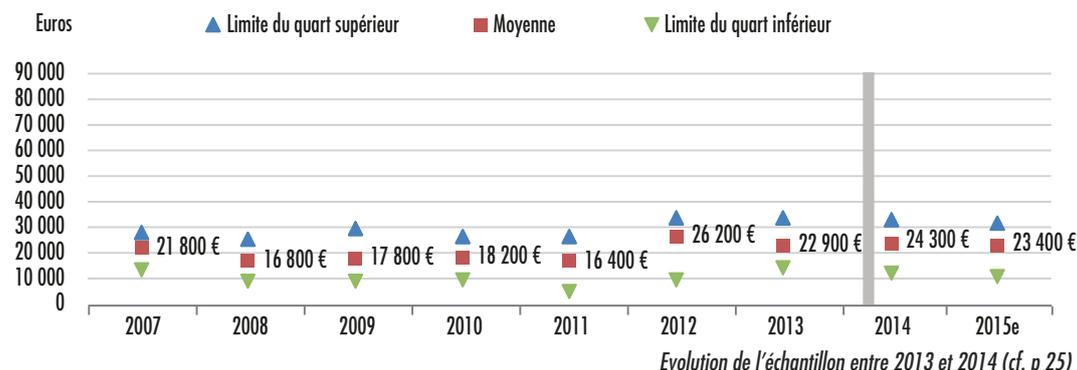
Le recul des charges de structures est avant tout à mettre au crédit du poste carburant. Au final, le RCAI est en baisse de 4% en 2015 mais avec une variabilité croissante notamment du côté des exploitations aux RCAI les plus faibles. Un quart des exploitations ne dépassent pas les 10 000 €/UMO exploitant. Ces exploitations, un peu plus grandes que la moyenne (+6 ha de SAU et +4 vaches), sont moins productives avec 13 UGB en moins par travailleur. Avec des niveaux élevés de charges, elles sont en difficulté.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation



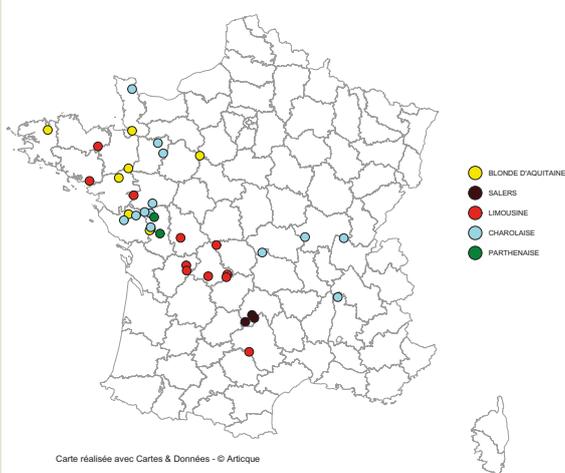
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

Des résultats très contrastés

DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 123 ha de SAU dont 103 ha de SFP
- 101 vaches allaitantes et 177 UGB
- Productivité moyenne : 373 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS



La conjoncture, dégradée en 2014, ne s'est pas améliorée en 2015. La convergence des aides découplées pénalise ces exploitations, mais cela est compensé par la revalorisation de l'ICHN pour les élevages en zones défavorisées. Malgré le recul des charges de structure, le résultat des naisseurs engraisseurs diminue. Ce repli est plus important dans le bassin allaitant.

Encore une baisse des produits

Dégradés depuis 2014, sauf pour quelques races et catégories (vaches Blondes d'Aquitaine et Parthenaises), les prix sont restés en retrait en 2015 en mâles (-1% pour les JB Blond et Parthenais dans le bassin Grand Ouest) comme en femelles (-3% pour les vaches limousines U dans le même bassin). La petite embellie des cours en milieu d'année n'a pas suffi à compenser le manque à gagner du début d'année, avant que les prix ne se dégradent à nouveau en fin d'année. Le produit des ventes bovines recule de près de 1%.

Côté PAC, les évolutions sont moins marquées qu'en 2014. Ainsi, les niveaux de soutiens seraient en légère baisse pour les paiements découplés (-1%). Pour la nouvelle prime à la vache allaitante, le rebasement des références sur 2015 et la mise en place possible de stabilisateurs (financiers comme numériques) entraînent un recul des soutiens couplés de plus de 1 000 €/UMO. Néanmoins, la forte revalorisation de l'ICHN permet à près de la moitié des exploitations de cet échantillon de revaloriser leurs aides PAC.

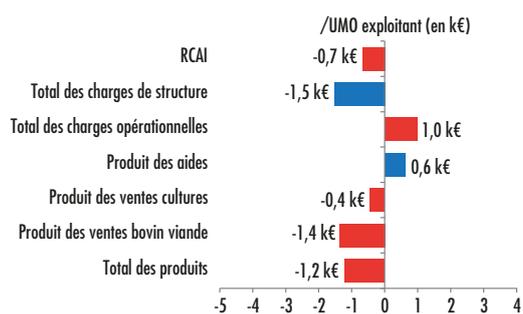
Une situation contrastée pour les charges opérationnelles et le résultat

La campagne fourragère a été très hétérogène. La production fourragère de 2015 est dans la moyenne dans l'Ouest (mais avec de la variabilité). Dans le grand bassin allaitant l'impact de la sécheresse a été majeur. Les exploitations situées dans les zones affectées voient leurs charges opérationnelles liées à l'achat d'aliment exploser (+20 à +75 €/UGB pour les exploitations touchées). Ces augmentations ne sont pas compensées par le recul des charges de structure (-16,5% pour l'énergie).

Au final, le résultat des naisseurs engraisseurs intensifs recule (-2% /2014). Mais la situation est, en fait, très contrastée. En effet, en fonction de la campagne fourragère (sécheresse ou non) et de l'impact de la réforme de la PAC (niveau de paiements découplés historiques, présence ou non en zone ICHN), les résultats sont très différents.

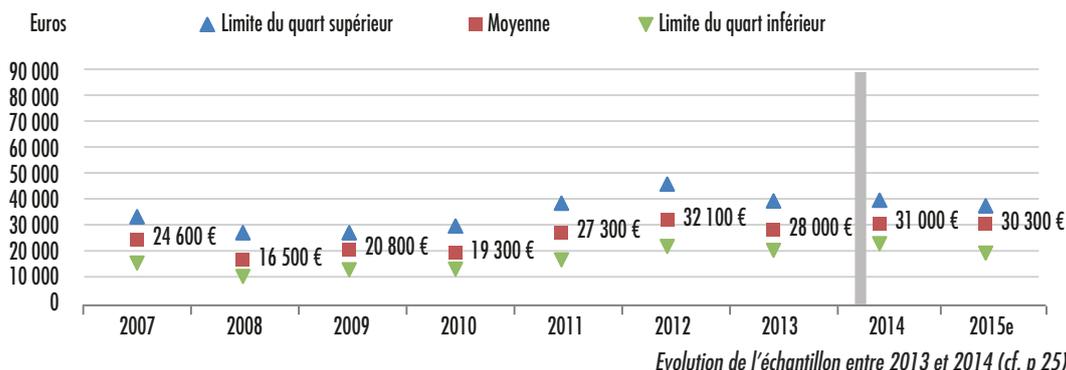
Malgré tout, certaines exploitations décrochent. Avec un niveau de productivité par UGB équivalent à la moyenne et des produits supérieurs (PAC et ventes), les exploitations du quart inférieur dégagent un RCAI inférieur à 19 000 €/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation



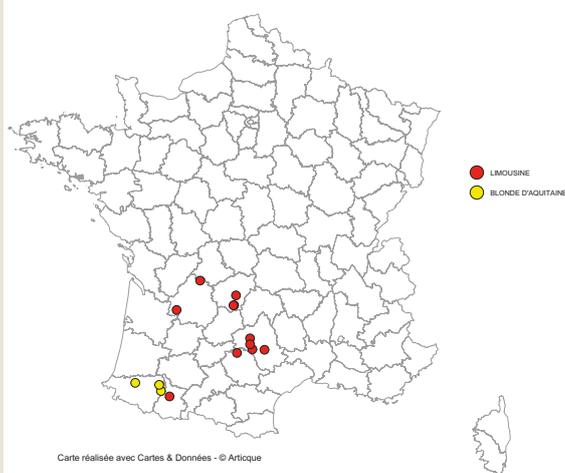
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

Les veaux labels, une production organisée qui résiste bien

DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 101 ha de SAU dont 88 ha de SFP
- 89 vaches allaitantes et 86 UGB
- Productivité moyenne :
238 kg vifs/UGB (veaux sous la mère)
311 kg vif/UGB (veaux Aveyron)

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Pour la troisième année consécutive, le RCAI des producteurs de veaux labels augmente. En effet, les filières labels sont relativement épargnées par la conjoncture morose de la viande bovine et les niveaux de soutiens issus de la PAC sont préservés et même consolidés par la revalorisation de l'ICHN.

Les deux systèmes de cette production de cycle court du grand Sud-Ouest (zone de production du « Veau fermier élevé sous la mère » et « Veaux d'Aveyron et du Ségala » - IGP Label Rouge) se caractérisent par une faible productivité en termes de kg de viande produite par UGB. Mais ce déficit est compensé par une bonne valorisation des veaux, qui représentent les 2/3 des ventes.

Dans le Sud-Ouest, les stocks de fourrage abondants et de qualité effectués en 2014 ont permis de compenser la sécheresse estivale de 2015 sans surcoût alimentaire. De plus, l'arrière-saison particulièrement clémente a permis un pâturage tardif et la reconstitution des stocks. Les charges opérationnelles sont ainsi relativement stables sur la campagne 2015.

Des prix tirés par une forte demande de veaux de qualité

Si les cours des veaux de qualité ont continué à progresser en 2015, pouvant atteindre 10 €/kgéc pour les meilleurs veaux légers, les prix de vente des carcasses de qualité intermédiaire ont été tirées vers le bas car celles-ci entrent directement en concurrence avec le marché des veaux de boucherie standards.

Les prix des vaches de réforme limousines et blondes d'Aquitaine ont légèrement reculé malgré une demande importante des marchés locaux. Au final, le produit issu des ventes bovines est en léger recul.

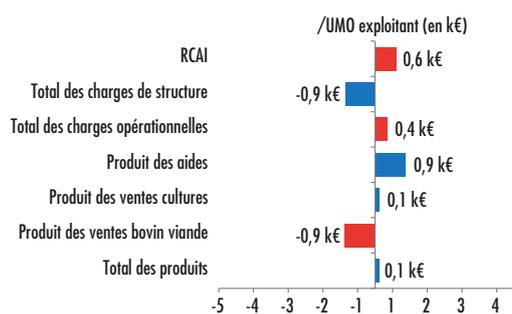
Une amélioration du revenu

Le léger recul du produit viande est compensé par la réduction des charges de structure, alors que les charges opérationnelles se maintiennent au niveau de 2014.

Les aides PAC augmentent légèrement (+900 €/UMO) malgré la stabilité des soutiens du 1^{er} pilier. Si la convergence, sans tenir compte d'un éventuel stabilisateur, impacte positivement ces petites structures, l'évolution à la baisse de l'aide couplée à la vache allaitante (-700 €/UMO) entraîne la stabilisation des soutiens directs. L'aide au veau sous la mère n'a quant à elle pas changé en 2015. La revalorisation de l'ICHN permet d'augmenter le niveau de soutien du 2nd pilier et le niveau global d'aides.

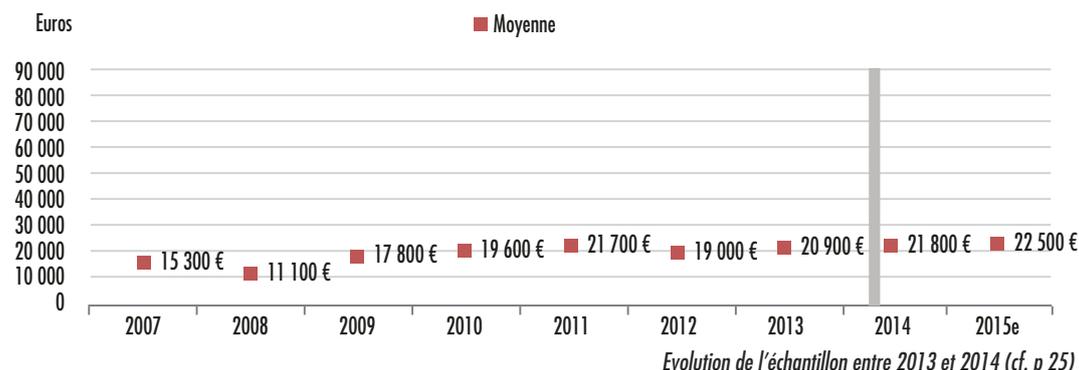
Ainsi, pour la troisième année consécutive, le RCAI/UMO des éleveurs de veaux sous la mère serait légèrement en hausse. Toutefois, ce niveau de résultat moyen avant cotisations sociales de 22 500 € demeure faible au regard de la forte intensité en travail de la production, et limite la capacité d'investissement.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

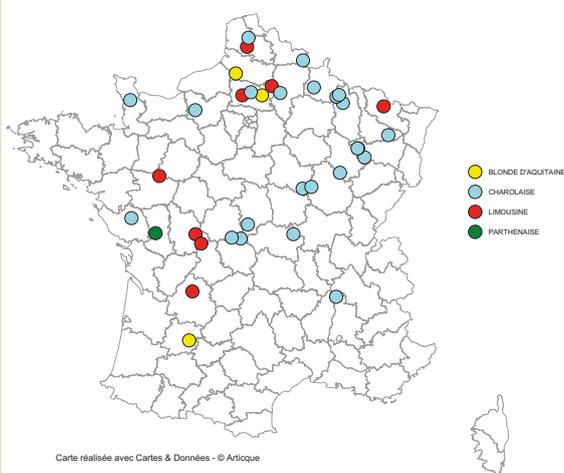
Un produit bovin en baisse, un revenu stable



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,5 UMO exploitant
- 179 ha de SAU dont 92 ha de SFP
- 76 vaches allaitantes et 151 UGB
- Productivité moyenne : 387 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 35 EXPLOITATIONS



La légère hausse du produit des ventes de grandes cultures et la détente des charges de structure n'améliorent le résultat de ces exploitations qu'à la marge. En effet, le recul des produits des ventes de bovins finis et la hausse des charges opérationnelles, notamment pour les exploitations ayant subi la sécheresse, ont affecté les résultats.

Une baisse du produit total expliquée par les cours des bovins finis

Le produit issu des ventes bovines subit un recul net (-3 100 €/UMO) notamment sous l'effet de la dégradation de la conjoncture des ventes de bovins finis (-3% pour les JB U sauf pour les Blancs et les Parthenais).

Le produit des cultures de vente augmente, mais de manière limitée et hétérogène. Dans l'Ouest et l'Est, les rendements ont été dans la moyenne, voire supérieurs, et les cours en hausse modérée. Dans le Massif-Central, la situation est plus contrastée, du fait du recul des rendements lié notamment au manque d'eau.

Les aides PAC sont soumises à deux dynamiques contradictoires : une baisse sous l'effet de la convergence et du nouveau calcul de l'aide couplée à la vache allaitante, et une hausse pour les exploitations bénéficiant de l'ICHN (40% des exploitations de l'échantillon).

Globalement et en moyenne, le produit serait en léger recul de -1 000 €/UMO.

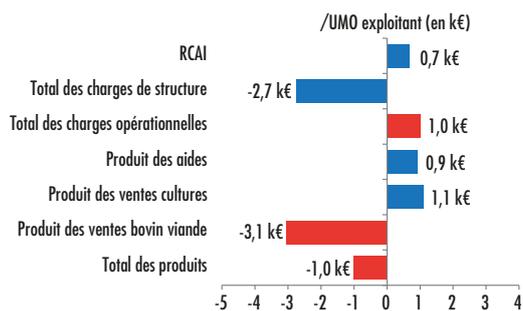
Des charges de structure en baisse

Les exploitations situées dans les zones affectées par la sécheresse voient augmenter sensiblement leurs charges opérationnelles liées à l'achat d'aliment (entre +35 et +50 €/UGB pour les exploitations touchées). Grâce au recul du prix de l'énergie, les charges de structure ont entamé un net repli.

Le résultat des exploitations naisseurs engraisseurs de jeunes bovins et producteurs de grandes cultures est estimé stable par rapport à 2014 (+700 €/UMO). Ce résultat demeure cependant structurellement faible, notamment pour le quart des éleveurs les moins bien placés dans l'échantillon. Avec moins de 20 000 € de RCAI par UMO pour ces derniers, il n'est pas possible d'assurer à la fois la rémunération du travail et le renouvellement de l'outil de production.

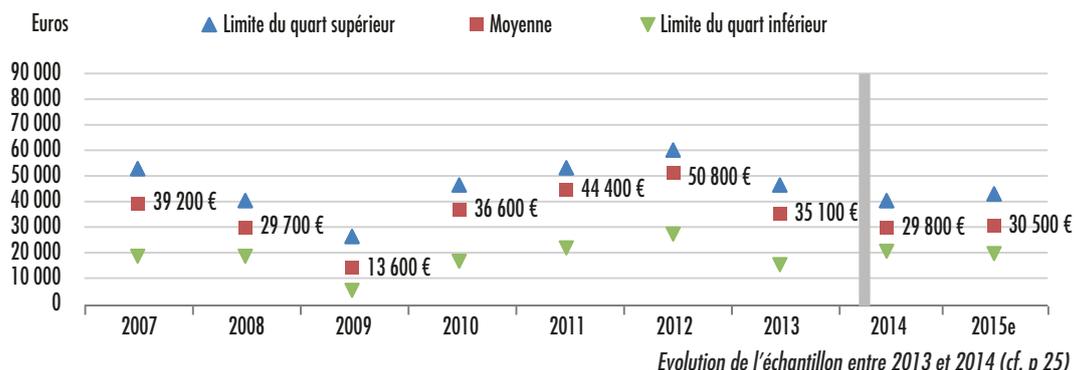
A contrario, les exploitations du quart supérieur dégagent un RCAI supérieur à 40 000 €/UMO avec notamment un niveau de productivité par UGB supérieur (+70 kg vifs par rapport à la moyenne et +100 kg vifs par rapport au quart inférieur) et moins d'UMO à rémunérer. Avec un niveau de produits totaux issus des cultures et de la PAC et des niveaux de charges proches, ce sont le produit des ventes bovines et le nombre d'UMO qui font la principale différence.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014 (cf. p 25)

e : estimation

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

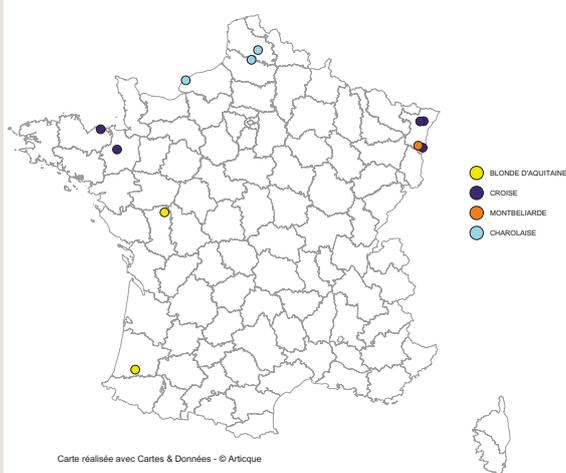
La chute des revenus enrayée malgré la baisse des aides



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 97 ha de SAU dont 29 ha de SFP
- 143 UGB
- Productivité moyenne : 783 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



En 2015, la baisse des charges opérationnelles mais surtout des charges de structure a permis aux exploitations avec un atelier d'engraissement de limiter les effets de la baisse des aides. Néanmoins, les résultats de ces exploitations s'érodent encore alors que les annuités d'emprunt représentaient déjà plus des trois quarts de l'EBE en 2014.

Le rôle stabilisateur de l'atelier d'engraissement

Situées dans les plaines au potentiel agronomique favorable de l'Ouest et du Nord-Est, ces exploitations combinent l'engraissement de bovins avec des cultures de ventes. La production annuelle de 220 taurillons en moyenne valorise environ le tiers de la surface. Au cours de ces dernières années, l'atelier d'engraissement a joué un rôle stabilisateur face à la baisse des cours des céréales depuis l'été 2012.

En effet, ces exploitations sont très sensibles à la conjoncture des céréales. Après le pic de 2012, le retour progressif à des prix mondiaux inférieurs a entraîné un recul très marqué des marges cultures. En 2015, ce repli est enrayé avec une très légère amélioration des cours du blé et la baisse du prix des engrais.

Baisse des charges...

Du côté de l'engraissement, les conditions de production ont été assez favorables et peu d'ateliers ont été concernés par les retenues d'animaux maigres liées à la FCO. La conjoncture morose sur le marché des animaux finis (en légère baisse de 1%) a été compensée par des économies substantielles en lien notamment avec la baisse du prix des concentrés (-8%) et de l'énergie.

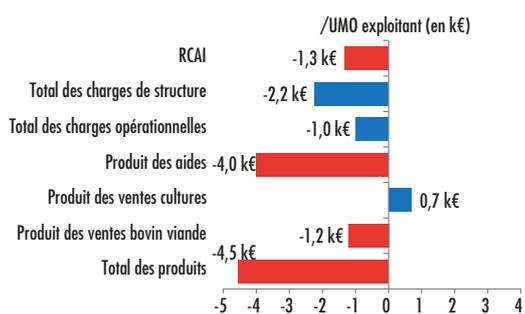
Toutefois la sécheresse a sévi l'été dernier dans le Nord-Est de la France et s'est traduite par une chute du rendement du maïs ensilage et des achats d'aliments ont été nécessaires. Dans les Pays de la Loire, en Normandie et dans le Sud-Ouest, les engraisseurs ont été épargnés par la sécheresse et n'ont pas été impactés par les conséquences de la FCO cet automne. Au final, la baisse moyenne de l'ensemble des charges représente plus de 3 000 €/UMO.

...et des aides

Après une année 2014 marquée par une baisse substantielle des aides découplées (discipline financière et prélèvement pour financer le 2nd pilier), la baisse se poursuit en 2015. En effet, l'entrée en vigueur de la convergence des aides impacte plus fortement les élevages engraisseurs qui avaient des niveaux de soutiens historiquement élevés (plus de 500 €/ha perçus en 2014 dans l'échantillon). On observe en 2015 un repli d'environ 40 à 50 € par ha d'aides découplées.

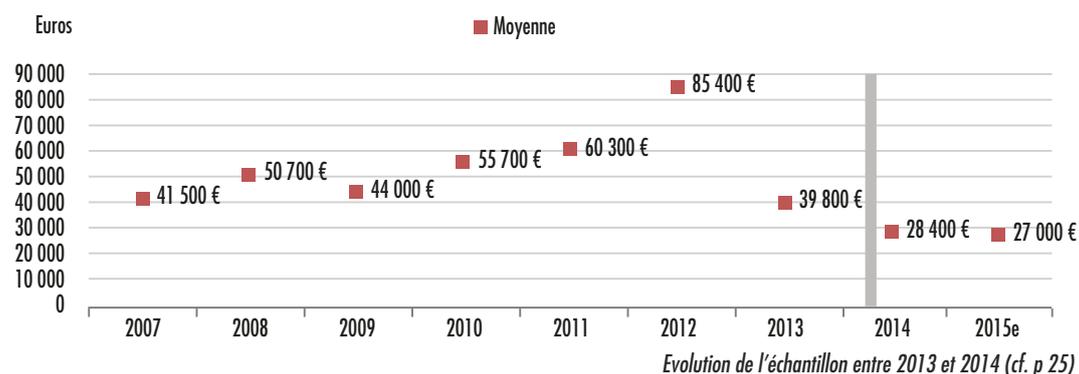
Au final, le résultat courant avant impôts et cotisation sociales voit sa chute ralentir pour s'établir autour de 27 000 €/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



Un été difficile et des poids de carcasses record

La production française de veaux de boucherie a stoppé sa tendance baissière en 2015. Elle a gagné 1 % en volume grâce à un alourdissement des carcasses (144 kg soit +3 % /2014) qui compense le recul des abattages en têtes (-1,5% /2014). Cet alourdissement a été observé dans toute l'Europe pendant l'été 2015, à cause de retards de sorties. Les coûts de production ont poursuivi leur baisse amorcée en 2014, avec celle des matières premières alimentaires (poudre de lait, lactoreplaceurs...).

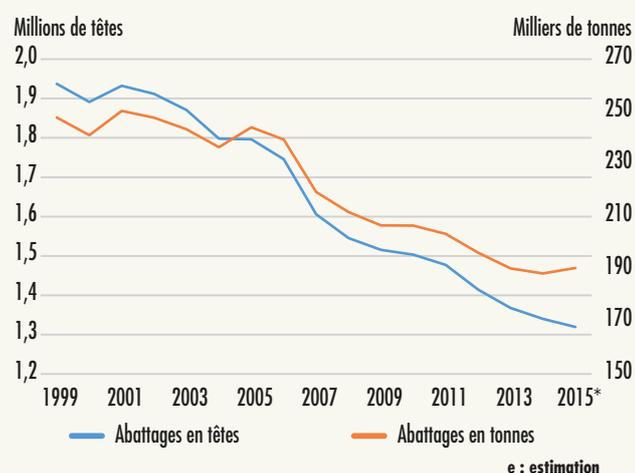
LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2015

1,32 million

C'est l'effectif de veaux de boucherie abattus en 2015.

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Après une légère baisse en 2014, les abattages de veaux de boucherie ont de nouveau enregistré un recul modéré en 2015 (-1,5%), à 1,32 million de têtes. Mais ils ont progressé en volume à 190 000 tonnes (+1 %).

Cette hausse est liée à l'alourdissement des carcasses qui atteignent en moyenne 144 kg, soit 4 kg de plus qu'en 2014 (+3%), un record absolu. Mais cette soudaine progression est surtout due à un excès d'offre de viande de veau sur le marché français entre avril et septembre 2015. Les intégrateurs ont dû, faute de demande, retarder les sorties parfois jusqu'à plusieurs semaines, allongeant d'autant les durées d'engraissement. Ainsi la hausse de la production de veau de boucherie en volume est principalement liée à un alourdissement contraint des carcasses. La filière veaux de boucherie valorise en moyenne 17% de l'ensemble des veaux nés en France, 30% des veaux laitiers et 75% des mâles laitiers.

PRODUCTION FRANCE 2015

ABATTAGES MENSUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



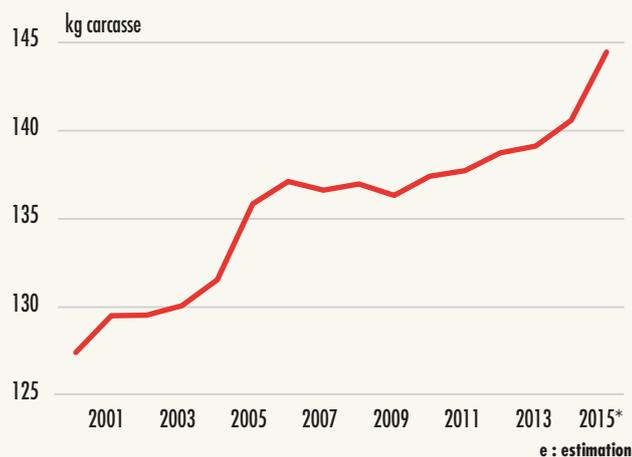
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

En 2015, la rétention des veaux au cœur de l'été a modifié la saisonnalité de la production. Le creux saisonnier a été encore plus marqué que d'habitude en juillet, tandis que le rebond de septembre a été plus fort.

Les abattages de veaux en tonnage ont été globalement stables durant les 2 premiers trimestres : le mois de mai a été boosté par la promotion du « veau de la Pentecôte », alors que celle-ci avait eu lieu en juin en 2014. En revanche, ils ont nettement progressé au 3^{ème} trimestre, de 1,6% /2014.

Cette augmentation est notamment due aux nombreux abattages de septembre. Ce mois de la rentrée et du Festival du veau est toujours important en termes de consommation et d'abattage. Cette année les abattages d'automne ont été gonflés par les retards de sorties accumulés durant l'été et l'alourdissement du poids des carcasses.

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE FRANÇAIS



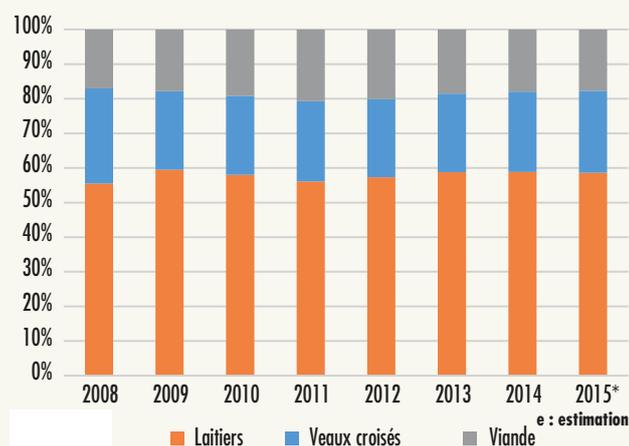
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

2015 a connu une forte hausse du poids moyen des veaux de boucherie, à près de 144 kg carcasse, un niveau jamais atteint.

L'alourdissement des carcasses de veaux est un mouvement structurel observé depuis les années 60. Depuis 2000, les animaux ont gagné plus de 13 kg en moyenne, soit près de 900 g par an. L'amortissement du prix du veau de 8 jours pousse à l'augmentation du poids de carcasse cible et à la recherche des meilleures performances de croissance. L'évolution des pratiques d'alimentation permet de meilleurs gains de poids y compris quand la durée d'engraissement augmente.

La hausse des poids en 2015 a été de 4 kg carcasse/tête, la plus forte progression de ces 15 dernières années. Elle est principalement due à un excès d'offre sur le 2^{ème} trimestre qui a retardé les sorties. Le marché s'est rééquilibré depuis septembre : les poids carcasses ont reflué à 140 kg en décembre. Ceci semble indiquer que le bond en 2015 est un accident dans une tendance haussière de longue haleine. Les poids moyens devraient donc baisser en 2016 par rapport à 2015.

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SPIE et Normabev

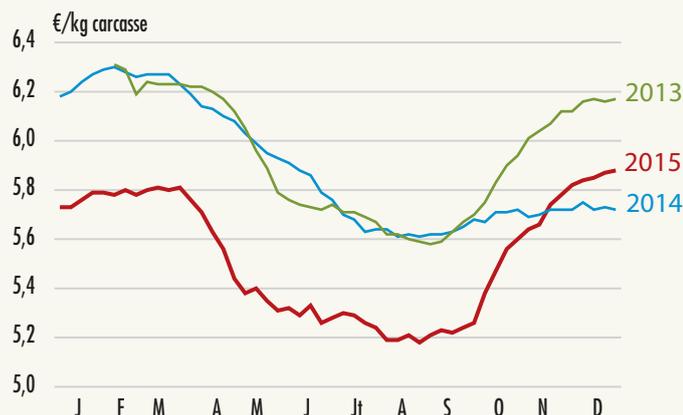
En 2015, plus de 55% des veaux de boucheries abattus en France (en têtes) étaient des veaux laitiers (de race pure ou issus de croisements de races laitières) ; 17,5% étaient des veaux de types viande (de race pure ou issus de croisement de races à viande) ; enfin 23% étaient des veaux croisés lait x viande.

Depuis 2008 les veaux laitiers prennent une place croissante dans les abattages français, +0,4% par an en moyenne. La part des veaux de croisés lait x viande est restée stable, tandis que les veaux de type viande perdent du terrain depuis 2011 (-0,8% par an).

6 LE SECTEUR DES VEAUX DE BOUCHERIE

PRIX FRANCE 2015

COTATION DU VEAU ROSÉ CLAIR O



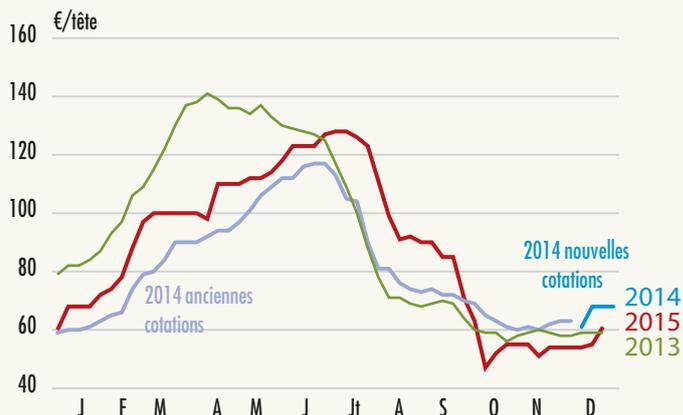
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

L'année 2015 a été marquée par des prix des veaux gras historiquement bas jusqu'en novembre et un plancher jamais encore atteint des prix des veaux nourrissons.

À 5,53 €/kg carcasse en moyenne sur l'année, la cotation du veau rosé clair O s'est dégradée en 2015 (-5% /2014), de même que le prix moyen pondéré (toutes conformations confondues) qui a été de 5,82 €/kg carcasse (-6% /2014). À partir de mars 2015 la baisse saisonnière des cours des veaux gras fut forte ; elle faisait suite à un dernier trimestre 2014 très morose. Ainsi, entre janvier et octobre, ce prix a été continûment inférieur de 40 centimes à celui de 2014, avec un plancher à 5,20 €, plus atteint depuis 2010.

Ce bas niveau de prix s'explique par un excès d'offre durant

COTATION DU VEAU NOURRISSON (VEAU LAITIER MÂLE DE 45-50 KG)

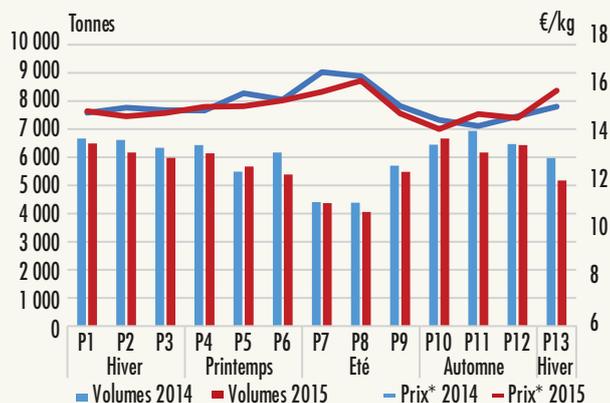


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

l'été lié à des mises en place trop ambitieuses et à l'augmentation des poids carcasse. Cette situation a perduré jusqu'au Festival du veau de septembre-octobre, qui a permis d'écouler l'excédent d'offre et de redynamiser le marché. Ainsi le dernier trimestre 2015 a été marqué par une hausse saisonnière du prix du veau O rosé clair, qui a dépassé alors le cours de 2014 mais est resté en deçà de celui de 2013. Ces cours globalement déprimés sur l'année sont contrebalancés par le coût des aliments d'allaitement à la baisse en 2015 et le prix du veau nourrisson qui est resté bas, à 88 €/tête en moyenne. Entre une offre plus abondante de veaux nourrissons nationaux et une nette préférence des distributeurs pour les animaux nés, élevés et abattus en France, les intégrateurs ont réduit les importations de veaux de 8 jours en 2015.

CONSOMMATION FRANCE 2015

ACHATS DE VIANDE DE VEAU PAR LES MENAGES



*il s'agit de la valeur totale / le volume, ce prix n'est donc pas celui d'un panier constant, il traduit à la fois les évolutions de prix moyen des produits et les évolutions de la structure des achats

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

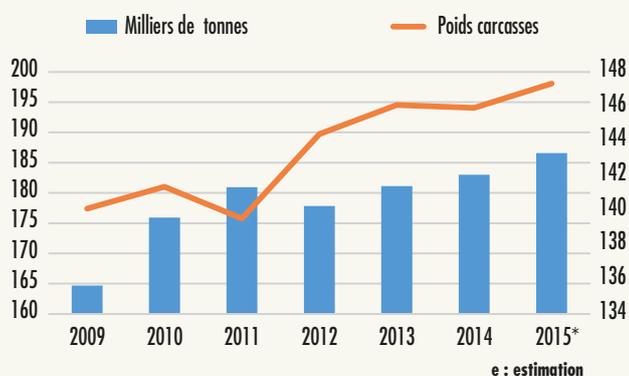
Les achats des ménages ont reculé de 5% en 2015 et le prix d'achat moyen de 10 cts d'€/kg (soit -0.6%), selon le Panel Kantar.

Les achats de veau par les ménages restent saisonniers et dépendants des opérations commerciales organisées par la filière. Le Festival du veau en fin d'hiver ainsi que la promotion du « veau de la Pentecôte » ont permis de limiter le recul, à défaut de fortement dynamiser les ventes. L'effet du second Festival a été plus marqué et a permis une nette relance de la consommation, après le creux saisonnier de l'été. Poursuivant la tendance des dernières années, les achats de viande piécée ont reculé plus fortement que les achats globaux (-7%) ce qui indique une meilleure tenue des viandes élaborées. On note une progression de 10% en volume pour le haché pur veau (2 200 t en 2015). Ce produit suit la tendance de l'ensemble des viandes bovines hachées (+5% /2014). Les ventes en hyper et supermarchés ont reculé plus rapidement (-7,5% et -12 % /2014) que dans les autres points de vente (-3% /2014).

En moyenne sur l'année, le prix moyen des achats des ménages a baissé de 0,7% à 15,34 €/kg. Il est resté en retrait par rapport à 2014 sur la fin de printemps et l'été alors que le marché était encombré.

PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2015

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

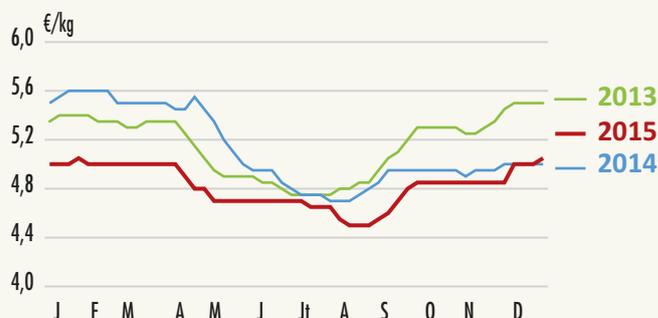
Après un recul en 2012, la production néerlandaise de veaux de boucherie enregistre une troisième année consécutive de hausse en volume (+2 % /2014, + 5 % /2013) d'après les données d'Eurostat. Le prix moyen du veau néerlandais sur l'année s'est en revanche dégradé, à 4,82 €/kg (-6% /2014).

En 2015, la production de veaux aux Pays-Bas a progressé d'environ 2% soit de 3 500 téc. Cette évolution est due à des abattages en légère hausse (+1% /2014), dépassant 1,26 million d'animaux et à l'augmentation des poids carcasses qui dépassent les 147 kg (+1% /2014).

183 000 téc

C'est la production néerlandaise en 2015.

EVOLUTION DU PRIX DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après PVE

Si les volumes se développent, le prix moyen s'est nettement dégradé entre 2014 et 2015 et s'est établi à 4,82 €/kg, en baisse de 6%. Une évolution de même ampleur que celle de la cotation française (-5% /2014). Cette évolution a reflété le marché européen : lourd et encombré à partir du mois d'avril après avoir démarré l'année à un cours inhabituellement bas du fait de l'absence de hausse saisonnière fin 2014. Comme sur le marché français, la fin d'année a connu une embellie permettant de rattraper les cours de 2014 sans atteindre ceux de 2013.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2015

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(1000 téc)	2011	2012	2013	2014	2015*	2015/2014 (%)
France	203	196	190	188	190	+1%
Pays-Bas	181	178	181	183	187	+2%
Italie	117	115	94	89	91	+2%
Belgique	51	50	52	53	52	-2%
Allemagne	45	48	45	47	48	+2%
Autres pays	67	65	66	61	58	-6%
UE à 28	664	652	628	621	625	+1%

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La production des cinq plus gros producteurs européens de veau représente plus de 90% de la production de l'UE à 28. En 2015, la France est restée le 1^{er} producteur de viande de veau, désormais talonné par les Pays-Bas dont la production progresse plus vite.

La production européenne de veau est répartie à la hausse dans l'UE 15 dans le sillage des principaux producteurs. A 625 000 téc, les volumes de veau progressent de près de 1% /2014 : il s'agit de la première hausse de la production européenne depuis la mise en place de la nouvelle dénomination du veau en 2008. La production des Pays-Bas continue de se rapprocher de la production française. Après s'être contractée de 24% de 2011 à 2014, la production italienne a rebondi (+2%) en 2015.

La production de veaux de boucherie continue de se concentrer chez les 5 principaux producteurs (France, Pays-Bas, Italie, Belgique, Allemagne), les autres pays européens affichant une chute globale de leur production de 6%. Cette concentration s'explique par l'absence de filière professionnalisée de production de veaux en dehors des 5 principaux producteurs.

6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



LES REVENUS

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES EN ATELIER VEAUX DE BOUCHERIE – BASE ET MÉTHODE DE CALCUL

Les estimations des paramètres économiques présentés sont établies à partir de l'Observatoire technico-économique veaux de boucherie. Ce dispositif est piloté par les Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire. Cet observatoire créé à l'initiative des éleveurs de veaux de boucherie, en 2009 en Bretagne et en 2014 en Pays de la Loire, permet de disposer de références sur les résultats technico-économiques.

Le dispositif suit aujourd'hui 81 producteurs de veaux de boucherie en Bretagne et Pays de la Loire. Ainsi, l'échantillon représente plus 26 000 places de veaux, soit environ 10% de la production des deux régions et environ 3,5% de la production nationale.

Les exploitations observées pratiquent souvent d'autres activités que la production de veaux de boucherie. Cela peut entraîner des compétitions entre productions, en termes de travail ou d'investissements. Toutefois des complémentarités sont aussi intéressantes (gestion des aléas de conjoncture, règles environnementales...).

TPOLOGIE DES EXPLOITATIONS

PRODUCTEURS VEAUX DE BOUCHERIE	PART DE L'ÉCHANTILLON ENQUÊTÉ	NOMBRE DE PLACES	UMO TOTALE	SAU	AUTRES PRODUCTIONS
SPÉCIALISÉS	9%	379	1,1	2	-
AVEC CULTURES	27%	439	1,5	44	-
AVEC ATELIER LAIT	28%	221	2,4	83	483 000 l
AVEC ATELIER VIANDE BOVINE	22%	280	1,8	77	58 VA
AVEC ATELIER VOLAILLES	4%	349	2,5	64	1 400 m ²
MIXTES	7%	-	-	-	-

Source : Observatoire technico-économique, Chambres d'agriculture Pays de la Loire - Bretagne, 2015

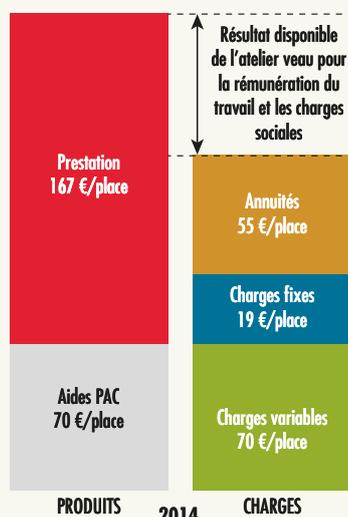
L'approche du résultat économique annuel de l'atelier veaux de boucherie est basée sur les données moyennes observées. Un atelier moyen est ainsi défini sur la base de la productivité moyenne observée (325 places de veaux de boucherie pour 1 UMO).

MÉTHODE DE CALCUL RETENUE ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES D'ÉVOLUTION

La méthode permet de déterminer pour l'atelier veau un résultat disponible pour rémunérer le travail de l'exploitant et payer les charges sociales.

Pour 2015, les évolutions des principaux postes étudiés (énergie notamment) suivent les tendances nationales de l'IPAMPA et les données relevées dans l'Observatoire technico-économique veaux de boucherie. Les paiements PAC suivent les évolutions annoncées par les pouvoirs publics. Concernant les prestations, les données sont issues de l'Observatoire (relevé partiel pour la campagne 2015).

MÉTHODE DE CALCUL ET RÉSULTATS DANS LE CAS ÉTUDIÉ



Pour 2014, le disponible moyen est de 93 €/place

	VARIATIONS (%) 2015/2014
CHARGES VARIABLES	
Gaz	-13,0%
Electricité	+5,0%
Eau	+1,3%
Lavage	+0,8%
Épandage	+0,8%
Assurance	+1,0%
Entretien matériel bâtiment	+0,8%
Frais élevage	+2,7%
Main-d'œuvre occasionnelle	+0,8%
CHARGES FIXES	0,0%

Source : IPAMPA et Observatoire

	VARIATIONS (%) 2015/2014
DPU	-14%

Source : MAAF

LEXIQUE

- **Disponible (€/UMO exploitant) :** résultat disponible de l'atelier veau pour la rémunération du travail, les charges sociales et l'autofinancement.
- **Charges variables :** dépenses qui ont donné lieu à des flux monétaires au cours de l'exercice comptable (gaz, électricité, eau, lavage, épandage, assurance, entretien matériel et bâtiment, frais d'élevage et main-d'œuvre occasionnelle). Chaque poste est ajusté des variations de stocks correspondantes.
- **Charges fixes :** ces charges recouvrent les honoraires (comptabilité, prestations de services), les frais et services bancaires, les cotisations professionnelles, les impôts, taxes, les Frais Financiers CT...
- **UMO exploitant :** Unité de main d'œuvre exploitant : correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

Source : Observatoire technico-économique, Chambres d'agriculture Pays de la Loire - Bretagne, 2015

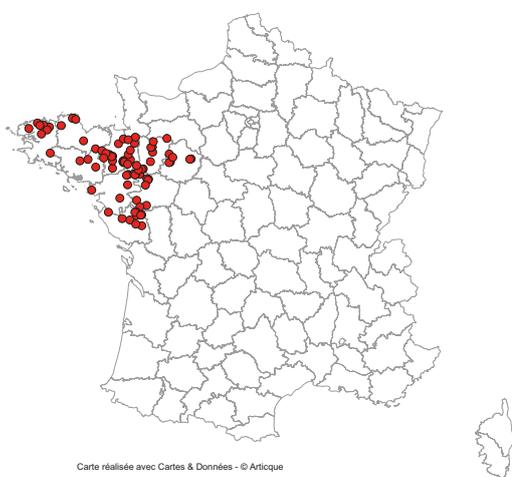
6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE DES SOUTIENS PAC TOUJOURS EN BAISSÉ ET DES PRESTATIONS RÉÉVALUÉES



DONNÉES REPÈRES

- 1 UMO totale
- 325 places avec rotation de 1,8 bande/an
- Taux de mortalité de 4,3%

LOCALISATION DES 81 EXPLOITATIONS



En 2014, rompant plusieurs années de hausse importante, les charges variables avaient plus modérément augmenté (70 €/place en 2014) sous l'effet, notamment, du reflux des cours du gaz. Les charges fixes (19 €/place en 2014) étaient stabilisées.

En 2015, la poursuite du recul des cours de l'énergie entraîne des charges variables en légère baisse (-2% soit environ -500 €/UMO exploitant). Les charges fixes ont été stables.

La réforme de la Politique Agricole Commune cumulée à la baisse de son budget a un impact fort sur le produit de l'atelier veaux de boucherie. En 2014, la discipline financière et les divers stabilisateurs avaient amputé le produit PAC des ateliers d'environ 2 000 €/UMO. En 2015, sous l'effet de l'entrée en vigueur de la convergence, les aides des ateliers veau de boucherie reculent encore de 3 200 € (-14%).

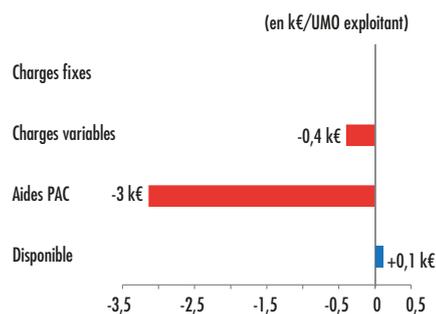
En parallèle, les niveaux de prestation versée par les intégrateurs, principal produit des ateliers veaux de boucherie, ont augmenté dans des proportions variables selon l'intégrateur et le contrat. Entre 2013 et 2014, le niveau moyen de prestation par veau produit a augmenté de 10 € (à 98 € par veau). Entre 2014 et 2015, cette tendance se serait poursuivie : sur la base des premiers relevés de l'Observatoire, le niveau de prestation atteindrait 106 € par veau.

Cette réévaluation des prestations ne vient pas seulement compenser le recul des soutiens, mais répond aussi aux besoins d'investissements nécessaires à la modernisation des ateliers.

D'après l'Observatoire, le niveau d'investissement moyen des producteurs est de 13 500 €, dont les deux-tiers ont été empruntés. Le reste provient d'aides éventuelles (Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations - PCAE, aides des intégrateurs, aides ADEME en Bretagne...) et d'autofinancement. Ces investissements concernent principalement les équipements pour distribuer le lait et les aliments fibreux. Dans les ateliers suivis dans le cadre de l'Observatoire, les systèmes « auge » deviennent notamment prédominants pour distribuer l'aliment fibreux (61% des équipements contre 25% dans l'enquête précédente). Les investissements concernent également les silos de stockage de l'aliment fibreux.

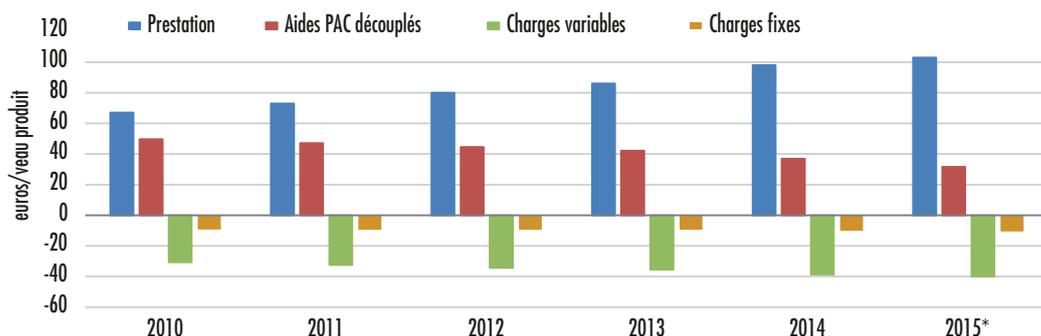
En 2014, le résultat disponible pour la rémunération des cotisations sociales et du travail de l'atelier veau de boucherie s'établissait à environ 30 000 €/UMO, avec toujours une grande variabilité (par exemple plus ou moins 3 € de charge par place équivaut à un écart de disponible de plus ou moins 1 000 €). En 2015, la réévaluation des niveaux de prestations permettrait de consolider le résultat disponible en répondant à la fois au recul des aides PAC et à la hausse des annuités (+5 € par place) liées aux nouveaux investissements.

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : Observatoire technico-économique veaux de boucherie - traitement GEB-Institut de l'Élevage

POSTES DE PRODUITS ET CHARGES - DONNÉES ANNUELLES



* : estimation, les données d'annuités (nécessaires au calcul du disponible) ne sont pas spécifiées.

Source : Observatoire technico-économique veaux de boucherie - traitement GEB-Institut de l'Élevage

LES PRÉVISIONS 2016

Le rebond de production se poursuit

La production française de viande bovine devrait à nouveau augmenter en 2016 (+1% /2015). L'afflux de femelles laitières se poursuivra, laissant toujours moins de place aux importations sur le marché français. Les exportations de viande pourraient quant à elles progresser. La consommation par bilan baisserait alors de 1%. La production européenne est également attendue en hausse, de l'ordre de 2%.



FRANCE 2016

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2012	2013	2014	2015 e	2016 p	2015/14	2016/15
Abattages	1 513	1 441	1 451	1 484	1 503	+2%	+1%
Dont : Femelles	834	750	772	799	823	+4%	+3%
<i>Taurillons et Taureaux</i>	402	430	421	423	421	=	-0,4%
<i>Bœufs</i>	81	70	70	73	73	+4%	=
<i>Veaux de boucherie</i>	196	190	188	190	186	+1%	-2%
Imports viande	383	378	361	335	315	-7%	-6%
Exports viande	267	240	229	237	246	+3%	+4%
Consommation	1 629	1 579	1 583	1 583	1 572	=	-1%
Export brouards (1000 têtes)	982	981	955	1 015	1 035	+6%	+2%

e : estimations

p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, douanes et prévisions propres

Hausse de la production et de la consommation

La production française de bovins finis devrait augmenter d'un peu plus de 1% en 2016. La France abattra de nouveau plus de femelles. La production de gros bovins mâles serait quasiment stable, et celle de veaux de boucherie reculera plus nettement.

Après un palier en 2015, la consommation par bilan devrait s'éroder en 2016. En effet, la stabilisation de 2015 serait due en partie à un stockage dans les entreprises, au vu de la nette baisse des achats des ménages selon Kantar. Les larges disponibilités en viande de vache conduiront à une baisse des importations de viande. Moins de viande de jeune bovin sera utilisée en France, augmentant le disponible pour l'export, notamment vers le marché allemand où les bonnes performances de 2015 devraient se répéter en 2016. Les sorties de JB seront en effet en baisse outre-Rhin.

Toujours plus de femelles

Pour la 3^{ème} année consécutive, les abattages de femelles devraient de nouveau progresser en 2016 (+3%).

Le rythme des réformes laitières devrait se maintenir en 2016. Non seulement la conjoncture dans le secteur laitier reste morose, mais en plus les génisses prêtes à entrer en production sont particulièrement nombreuses.

Du côté allaitant, le cheptel s'est encore étoffé en 2015 (+1,5% /2014 au 1^{er} décembre). Davantage de vaches allaitantes pourraient être abattues en 2016, après 2 années au plus bas. Les poids des carcasses poursuivront leur hausse tendancielle.

Hausse des exportations de broutards

Les exportations de broutards pourraient augmenter plus modérément en 2016 (+2%).

L'offre sera de nouveau en hausse, étant donnés les nombreuses naissances de l'automne et les effectifs importants de vaches et génisses prêtes à vêler cet hiver. La demande est potentiellement forte, en particulier en Turquie. Néanmoins, cette hausse potentielle ne pourra se réaliser que si une solution est trouvée dans le courant du 1^{er} trimestre pour lever les contraintes liées à la FCO.

Stable en bœufs et taurillons

La production française de taurillons serait en légère baisse en 2016. Les jeunes bovins laitiers seront significativement moins nombreux, conséquence d'un coup de frein dans les mises en place à partir du printemps 2014. La légère baisse des sorties de jeunes bovins de type viande serait quant à elle compensée par la hausse structurelle des poids de carcasse.

Après un rebond en 2015, la production de bœufs devrait rester stable en 2016. Les effectifs devraient s'éroder très légèrement, le nombre de mâles laitiers de plus de 24 mois présents en ferme étant en effet en légère baisse en début d'année. Cet effritement sera compensé par une faible hausse des poids.

Baisse de la production de veau de boucherie

Après un fort alourdissement des carcasses en raison de l'engorgement du marché à partir de l'été 2015, les poids reviendraient à la normale en 2016. Les mises en place seront en outre limitées, ce qui porterait la baisse en volume à -2% /2015.

Les coûts de production resteront maîtrisés, avec un prix du petit veau qui demeurera bas, de même que celui de l'aliment d'allaitement. Une stabilité du prix de la viande de veau à la distribution pourrait contribuer à limiter le recul de la consommation en France.

UNION EUROPÉENNE 2016

La production de viande bovine de l'UE à 28 devrait poursuivre sa hausse en 2015 (+2%).

Les Îles britanniques, la France, l'Espagne et la Pologne augmenteront significativement leurs productions. L'Italie et l'Allemagne devraient en revanche diminuer les leurs. Une partie de ces volumes supplémentaires sera destinée à l'export, en vue de fournir un nombre croissant de pays tiers ouverts à la viande européenne. Les importations de l'UE devraient également augmenter, via un meilleur remplissage des contingents européens par les viandes sud-américaines. Les paramètres à l'origine de la hausse des achats de viande bovine en 2015 (disponibilités accrues et demande solide en Europe du Nord) devraient à nouveau stimuler la consommation en 2016. Celle-ci augmenterait de 2% en un an.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 28

1000 téc	2012	2013	2014	2015 e	2016 p	2015/2014	2016/2015
Abattages*	7 578	7 272	7 326	7 553	7 719	+3%	+2%
Imports viande	300	330	327	323	326	-1%	+1%
Exports viande	235	194	241	239	245	-1%	+3%
Consommation	7 644	7 408	7 412	7 638	7 800	+3%	+2%
nb habitants (M [°])	504	505	507	508	510		
Conso/hab. (kgéc)	15,2	14,7	14,6	15,0	15,3	+3%	+2%

e : estimations

*abattages contrôlés

p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, statistiques nationales et prévisions propres

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2015
Perspectives 2016
n° 464
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

L'Inde, leader émergent sur le marché mondial de la viande bovine. N° 463 - Décembre 2015. A paraître.

Potentiel laitier en Europe à l'horizon 2020. N° 462 - Novembre 2015. A paraître.

Où va le bœuf ? Vers toujours plus de transformation ! - N° 461 - Octobre 2015

Lait en Europe du Nord. De grands écarts entre pays, mais pas de gagnant sur toutes les lignes - 11 fiches thématiques et comparatives - N° 460 - Septembre 2015

Dossier La filière viande bovine aux États-Unis. Performante et offensive. N° 459 - Juillet-Août 2015

Dossier marché mondial produits laitiers 2014. Perspectives 2015. N° 458 - Juin 2015

Dossier marché mondial viande bovine 2014. Perspectives 2015. N° 457 - Mai 2015

Dossier annuel Ovins 2014 Perspectives 2015. N° 456 - Avril 2015

Dossier annuel Caprins 2014 Perspectives 2015. N° 455 - Mars 2015

Dossier annuel Bovins lait 2014 Perspectives 2015. N° 454 - Février 2015

